

IN 8

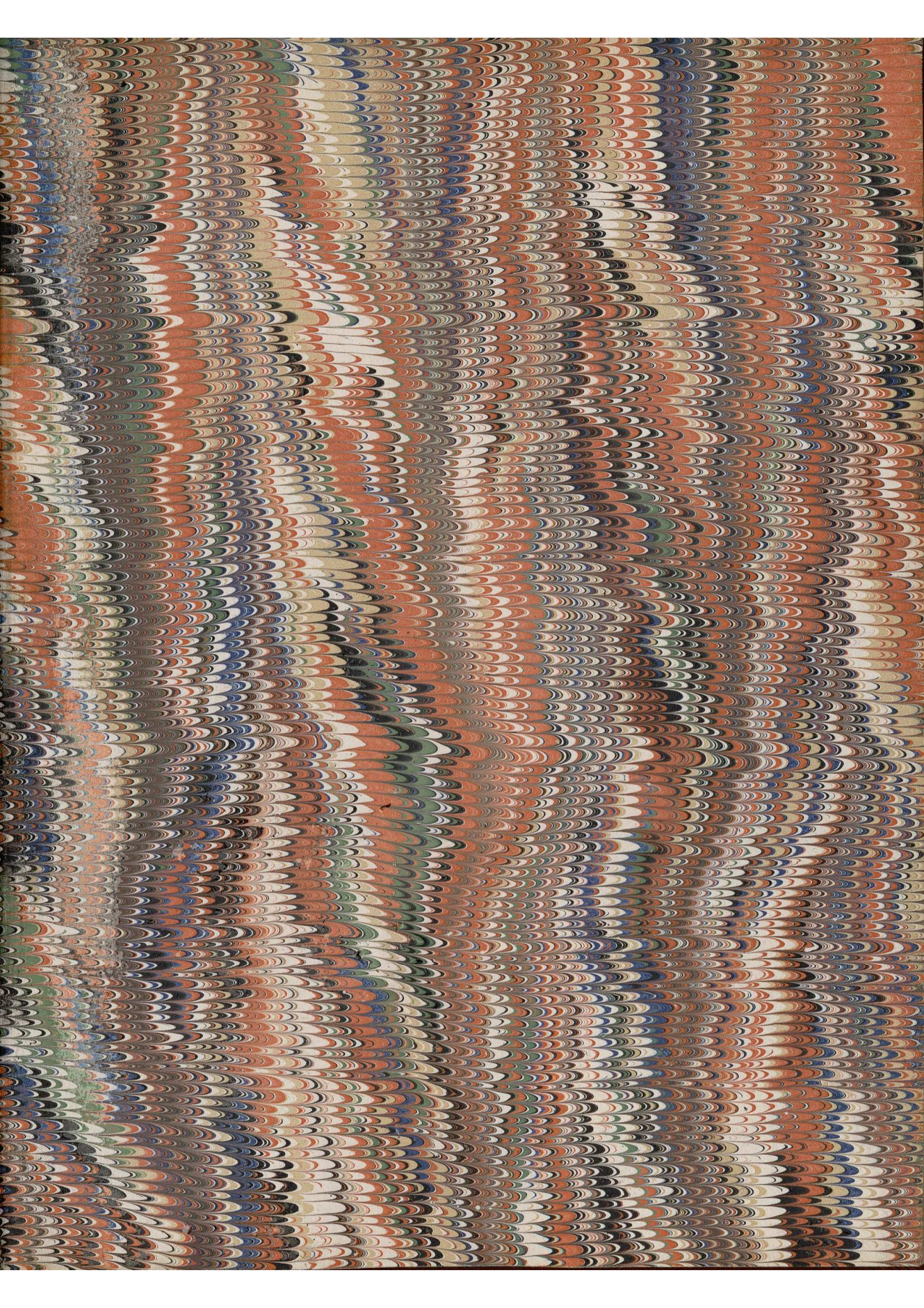
U 316

B. U.  
ORBONNE







































# ARREST DU CONSEIL PRIVÉ DU ROY,



DU XII. AOUST M. DC. LXXVI.

*Nommant Messieurs de MARILLAC,  
BOUCHERAT, PUSSORT,  
BENARD, & DALIGRE, Con-  
seillers d'Estat, & Monsieur BENOISE  
Maistre des Requestes, pour pourvoir aux  
abus de la Nation de France, fondée en l'U-  
niversité de Paris, & en terminer tous les  
Procès.*

*Ensemble la Requeste présentée à sa Majesté,  
en consequence dudit Arrest, par le Censeur,  
les Officiers, Doyens, Bacheliers, Professeur,  
Maistres és Arts, & autres Suppots & par-  
ticuliers de ladite Nation.*

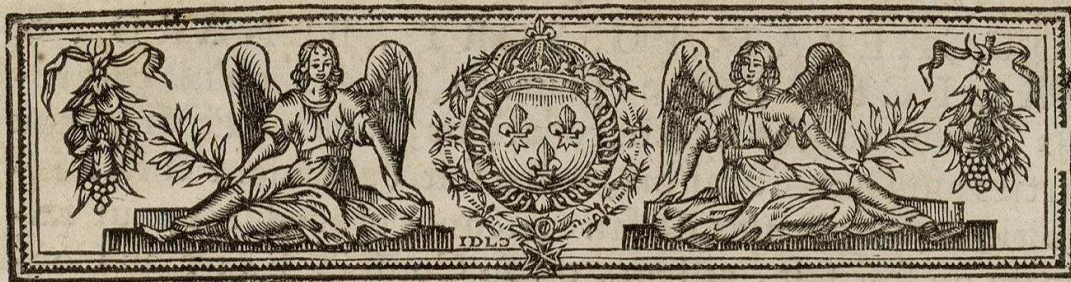




ARRÊTÉ  
DU CONSEIL PRIVÉ  
DU ROI,  
DU XII. AOUST M. DC. LXXVI.

Nommant Messieurs de MARILLAC,  
BOUCHERAT, PUSSEUR,  
BENARD, & DALIGRE, Con-  
seillers d'Etat, & Monsieur BENOISE  
Maître des Requêtes, pour pourvoir aux  
affaires de la Nation de France, jointes en l'U-  
niversité de Paris, & en terminer tous les  
Procès.  
Ensemble la Requête présentée à Sa Majesté,  
en conséquence dudit Arrêt, par le Censeur,  
les Officiers, Docteurs, Bacheliers, Professeurs,  
Maîtres des Arts, & autres Suppléants & par-  
ticuliers de ladite Nation.





*EXTRAIT DES REGISTRES  
du Conseil Privé du Roy.*

**L**E Roy ayant esté informé des contesta-  
tions qui sont entre les Suppots de la  
Nation de France, de la Faculté des Arts  
en l'Vniversité de Paris, & que Me. Re-  
my Duret Censeur a pretendu qu'il y a  
plusieurs abus à corriger, que d'autres  
Officiers au contraire ont soutenu qu'ils  
avoient esté calomniez, que mesme il y a eu plainte portée  
par devant le Sieur Lieutenant de Police de Paris par Me.  
Cesar Egasse du Boulay Ancien Recteur & autres Suppots  
de ladite Vniversité, & les querelles & procès entre les per-  
sonnes de cette profession, qui doivent employer leur  
temps à l'étude estans tres-nuisibles au bien public, & estant  
à propos de prevenir les desordres qui pourroient arriver  
par vne plus longue tolerance, en attendant que sa Majesté  
puisse s'appliquer à l'execution du dessein qu'elle a fait de  
travailler à la reformation des Vniversitez de son Royaume,  
& principalement de celle de Paris. LE ROY EN SON  
CONSEIL a evoqué & evoque à son Conseil les differens  
qui sont entre les Suppots de la Nation de France de la Fa-  
culté des Arts en l'Vniversité de Paris, Ordonne que sur  
toutes leurs pretentions respectives ils mettront d'huy en  
quinzaine les pieces que bon leur semblera entre les mains  
du Sieur BENOISE, Maistre des Requestes ordinaire de son  
Hostel, que sa Majesté a nommé pour à son raport, apres en

A ij



avoir communiqué aux Sieurs DE MARILLAC, BOUCHERAT, PUSSORT, BENARD, & DALIGRE, estre pourveu sur les abus pretendus, & sur toutes les contestations, & estre fait droit aux parties ainsi que de raison, leur a fait cependant & fait inhibitions & deffenses de faire aucunes procedures pour raison du mesme fait, ailleurs qu'au Conseil. FAIT au Conseil Privé du Roy tenu à Versailles le douzième jour d'Aoust 1676. Collationné & Signé LA GUILLAUMYE.

**L**E treizième jour d'Aoust mil six cent soixante & seize, le present a esté par Nous Huiſſier ordinaire du Roy en son Conseil, montré, signifié & baillé coppie aux fins y contenues à Me. Alexis Barjot de Mouſſy de Roncée, Recteur de l'Université de Paris, au College des Grassins, tant pour luy & son Procureur Syndic, que pour les trois Doyens des Facultez Superieures de Theologie, Droit Canon, & Medecine, & pour les quatre Procureurs des quatre Nations de la Faculté des Arts, tant en leur nom, que pour tous les Suppots particuliers desdites Nations, parlant au Portier dudit College, audit College des Grassins, à ce qu'ils n'en ignorent, & ayent à satisfaire audit Arrest dans le temps porté. Signé DESSO BARDE.





# AVROY,

ET A NOSSEIGNEURS  
de son Conseil.



IRE,

REMY DURET, Prestre Licentié en Theologie, de la Maison & Societé de Sorbonne, Censeur de la Nation de France, fondée en l'Université de Paris: Jacques Gorju, Bachelier en Theologie, Doyen de la Tribu de Paris dans ladite Nation: Philippes Bouvor, Chanoine & Doyen de l'Eglise Collegiale de S. Benoist, Greffier de la sacrée faculté de Theologie, & Doyen de la Tribu de Sens dans la mesme Nation, & autres Officiers, Doyens, Bacheliers, Professeurs, Maistres és Arts, & Supposts de ladite Nation, jusques au nombre de plus de quarante. Remontrent tres-humblement à Vostre Majesté, que si c'est pour elle un sujet

B



de surprise & d'étonnement, de découvrir tant d'abus & de désordres dans ladite Nation, qu'elle soit obligée de commettre des Juges de son Conseil pour en connoître, & luy en faire leur rapport afin d'y remédier: C'est pour les supplians un tres-grand sujet de joye, & une consolation toute singuliere, de connoître que Vostre Majesté, occupée à faire & à soutenir glorieusement la Guerre, contre des ennemis, dont le nombre & la puissance ne sert qu'à relever l'éclat de ses Victoires, veuille songer à donner la paix à ladite Nation, & la délivrer de tant de maux, que luy fait malheureusement souffrir, depuis plus de vingt-cinq ans, un particulier, qui s'y estant intrus sous un faux titre, y a establi la plus cruelle de toutes les tyrannies; En a pris & ravy tous les revenus, a mis de nouveaux impôts sur tous les escolliers qui vouloient estre receus Maistres és Arts, & se les est appliquez, a augmenté de plus des trois quarts les anciens droits: a mesprisé, enfreint, & violé les Loix & Ordonnances les plus justes, que Vostre Majesté, & les Roys ses predecesseurs y avoient establies, & les Coûtumes les plus anciennes de ladite Nation: a supposé & falsifié plusieurs Actes publics, & tourmenté par une infinité de procez & de chicannes ceux de ladite Nation qui ont osé s'opposer à ses vexations: & pour comble de tous ces maux & de beaucoup d'autres, a voulu oster aux supplians la liberté de se plaindre à Vostre Majesté, & d'implorer sa protection Royale, faisant informer contre eux, comme contre des seditieux & perturbateurs du repos public, pour avoir signé une Requête adressée à Vostre Majesté, & par laquelle ils la supplioient d'apporter quelque remede à tous les desordres de ladite Nation, & d'en terminer tous les procez.

Les Supplians, S I R E, se croient obligez d'expliquer d'abord à Vostre Majesté ce dernier fait, qu'elle jugera assez certainement estre tres-injurieux à cette bonté vraiment Royale, avec laquelle elle a toujours receu tous ceux de ses sujets, qui ont imploré sa protection & sa Justice contre l'oppression des meschans.

Remy Duret, Licentié en Theologie de la Maison &



Société de Sorbonne, Censeur de ladite Nation de France, & un des supplians, ayant esté chargé par deux conclusions renduës dans deux assemblées generales de ladite Nation, le huit Janvier, & dix-sept Fevrier 1676, de faire un recueil de toutes les conclusions qu'il trouveroit dans le livre du Censeur, qui estoit pour lors, & est encore aujourd'huy entre ses mains, & d'en donner une coppie à chacun des Supposts de ladite Nation, y rapporta un tres grand nombre d'abus & de concussions, qu'il trouva faites & commises par Cesar Egasse du Boulay, son frere, & quelques autres; cela luy attira un procez à la Police de la part dudit du Boulay & de ses complices, qui pretendoient y estre calomniez, & lequel ledit Duret fit cesser, en leur faisant signifier qu'ils n'avoient qu'à luy faire voir les endroits où ils pretendoient qu'il y avoit des suppositions & calomnies, & qu'il offroit de les retracter, & leur en faire satisfaction. Cet Acte est du vingt-septiesme May dernier, il est rapporté dans la page 85 dudit Recueil, attaché à la presente Requête sous la lettre A: & depuis ce jour, ledit Duret n'a plus oüy parler de cette affaire, intentée dès le vingt-deuxième Mars, sinon que dans le mois de Juin, ledit du Boulay & consors de depit de ne pouvoir trouver aucune supposition dans ledit Recueil, firent imprimer un *FACTVM APOLOGETIQUE*, qui n'est remply que d'injures & d'invectives, non seulement contre ledit Duret & toute sa famille, contre des Docteurs d'un merite & d'une consideration toute singuliere, lesquels n'auoient aucune part en toute cette affaire: & mesme, ce qui est plus estrange & plus surprenant, contre Monsieur d'Aligre, vostre Chancelier, & Monsieur l'Abbé d'Aligre, son fils. Ce Factum est attaché à la presente Requête sous la lettre B, & la refutation se lit à la fin dudit Recueil, depuis la page soixante-sept jusques à la fin.

Cependant, comme tous ces desordres & abus, qui n'étoient que trop veritables, demeuroient impunis, personne n'osant entreprendre un proces contre ledit du Boulay, bien loin d'en intenter vingt-cinq ou trente, c'est à dire, autant



qu'il y avoit d'abus rapportez dans ledit Recueil , les supplians , qui ne sçavoient pas que Vostre Majesté en fust informée , apres avoir fait inutilement connoistre lesdits abus au Sieur de Mouffy , Recteur , & au Sieur Langlet , Procureur Syndicq de l'Université , crurent qu'il n'y avoit point de plus seur & plus court moyen d'arrester tous ces desordres , que de s'en plaindre à Vostre Majesté , & de luy presenter une Requête qu'ils dresserent entr'eux à cet effet.

Mais ledit du Boulay connoissant assez qu'il estoit perdu si cette Requête vous estoit présentée , parce que Vostre Majesté auroit assez de bonté pour ne pas rejeter une demande si équitable , & trop de Justice pour ne pas punir tres-severement l'auteur de tant d'abus , quand elle les connoistroit , s'avisa dans cette crainte , d'intimider luy-mesme les supplians , en faisant informer contr'eux , comme contre des seditieux & perturbateurs du repos public , d'avoir ainsi signé une Requête qui devoit estre présentée à Vostre Majesté , & par laquelle on devoit la supplier d'apporter quelque remede à tant de maux.

Or , afin que vostre Majesté connoisse bien quelle estoit donc cette sedition , que les supplians vouloient exciter dans son Royaume : Ils la supplient tres-humblement de vouloir souffrir qu'ils rapportent icy ladite Requête qu'ils avoient esté assez perfides de signer. La voicy en propres termes.

A V R O Y ,

S I R E ,

*Les Professeurs & Bacheliers en Theologie de la Nation de France , fondée en l'Vniuersité de Paris ; Remontrent tres-humblement à VOSTRE MAJESTE' , que ladite Nation ayant chargé Maistre Remy Duret , son Censeur , par les conclusions du huit Januier , & dix-sept Feurier de la presente année , de faire un Recueil de tout ce qu'il trouueroit de bon & de mauvais concernant ladite Nation , il y a rapporté un tres-grand nombre d'abus*



d'abus tres-considerables touchant la discipline, l'employ du reuenu, le mépris de vos Ordonnances & Reglements, les procez, & particulièrement les grandes exactions qu'on a faites, & qu'on continuë encore aujourd'huy sur les Escoliers qui vueillent estre reueus Maistres és Arts, ce qui en détourne beaucoup d'estudier, ou les empesche de s'avancer dans les degrez, au grand prejudice de lad. Nation, de l'Université, du Clergé de France, & de tout l'Estat: mais comme il paroist par ledit Recueil que les Autheurs de tous ces desordres, sont quelques supposts de ladite Nation qui s'y sont rendus tout puissants, les supplians ne croient pas pouvoir apporter aucun remede à tant de maux si Vostre Majesté n'a la bonté d'y employer son autorité, à laquelle les supplians ont esté conseillez d'avoir recours.

A CES CAUSES, SIRE; Il Plaise à VOSTRE MAJESTÉ, donner des Commissaires pour connoistre de tous les abus rapportez dans ledit Recueil, & de tous les autres qui leur seront indiquez, & du tout, faire rapport à VOSTRE MAJESTÉ, pour y estre par elle pourveu selon sa sagesse & bonté ordinaire, & les supplians continueront leurs prieres pour la prosperité & santé de VOSTRE MAJESTÉ.

AUTREFOIS l'Orateur Romain ne pouvant desnier que Q. Ligarius, sa partie, n'ait esté en Afrique, dont ses ennemis vouloient luy faire un crime, ne crût pas le pouvoir mieux deffendre devant un grand Empereur, qu'en se rescriant que c'estoit donc là un crime fort nouveau & fort inouïy, & pour le pardon duquel, Ligarius avoit besoin de toute la clemence & la misericorde du Prince.

Novum Crimē C. Cæsar, & ante hunc diem inauditum: propinquus meus ad te Quintus Tubero detulit Q. Ligarium in Africa fuisse.

Les supplians, SIRE, se trouvent aujourd'huy obligez de faire la mesme chose devant le plus grand, le plus judicieux, & le plus équitable de tous les Roys: En effet, SIRE, n'est-ce pas aux supplians un crime fort grand & fort nouveau, & digne d'une plus grande severité que Vostre Majesté n'en fait paroistre, lors mesme que sa Justice est obligée de punir les plus grands scelerats, d'avoir osé signer cette Requête, & d'avoir eu le dessein de la presenter à Vostre



Majesté? n'est-ce pas une caballe & une sedition qui tend au renversement de tout vostre Estat, que d'implorer ainsi vostre protection & vostre justice, pour remedier à des abus & terminer des procez entre des personnes Ecclesiastiques & de Lettres, que ce double engagement oblige de se donner toutes à la priere & à l'instruction de la jeunesse qui leur est confiée?

Ledit Cesar du Boulay estoit si plein & si penetré de ces veritez importantes, qu'à peine eut-il appris cette perfidie, & cette trahison des supplians, que comme un bon & fidel serviteur de Vostre Majesté, il ne songea plus qu'à en rendre sa plainte en Justice pour en tirer vengeance.

Toute la difficulté estoit de trouver dans une mesme Jurisdiction, 1°. Un accusateur qui voulut demander en son nom qu'on informast d'une Requête présentée à Vostre Majesté, comme d'une sedition & d'un scandale. 2°. Un Procureur de Vostre Majesté qui voulut luy laisser faire cette injure, que de permettre ces informations. 3°. Un Juge qui fût assez bon & assez simple pour les faire: & enfin un Greffier qui sceust tourner les depositions de la bonne maniere, & les faire valoir ce qu'il voudroit.

Ledit du Boulay qui exerce la charge de Greffier de l'Université, ne creut pas se pouvoir mieux adresser qu'au Sieur de Mouffy, maintenant Recteur; mais comme il ne vouloit point quitter la fonction de Greffier, & qu'il vouloit non seulement faire dire aux tesmoins ce qu'il luy plairoit, mais mesme le coucher & le rediger à sa mode, il ne voulut pas se rendre accusateur, & choisit pour faire ce personnage le nommé François Pasquier, maintenant Procureur de ladite Nation, & qui luy est si absolument, & si aveuglement dévoué, qu'encor qu'il n'eust aucune part à tous les abus dont les supplians se plaignoient, il luy fit signer & presenter une Requête afin d'informer, & sur laquelle ayant obtenu des conclusions favorables du Sieur Langlet Procureur Syndic, & un Decret dudit de Mouffy Recteur, pour faire affigner les tesmoins, ledit du Boulay en qualité de Greffier,



& ledit de Mouffy en celle de Juge, ont travaillé à ces informations jusques à ce que vostre Arrest du douze Aoust les ait obligé de cesser. Voicy ladite Requête & les faits mis au bas.

## Amplissimo D. Rectori.

**F**RANCISCUS Pasquier hon. Nationis Procurator, exponit amplitudini vestrae M. Remigium Duret, nova quotidie machinamenta moliri adversus Nationem Gallicanam, matrem suam, ut eam in novas subinde turbas conjiciat, exigendo ostiatim à plurimis ejus civibus subscriptionem cujusdam libelli, quem contra depredationes & alios prædictæ Nationis abusus se conscripsisse profitetur, quod quia seditiosum est maxime, & contra bonos mores, velitis jubeatis signatores & subscriptores hujusmodi, nec non & alios talis facti gnaros super factis sequentibus & articulis, ut vocant, apud vos interrogari, ut visis eorum responsis, vos cum Consilio vestro statuatis, quod equius melius esse videbitis. Pasquier hon. nat. Procurator.

1°. S'il n'est pas vray que Maistre Remy Duret Censeur de la Nation de France leur a présenté à signer une forme de Requête, pour remedier aux pretendues malversations & abus de ladite Nation?

2°. S'ils ont leu ladite Requête, & ce qu'elle contient, ou si ledit Sieur Duret leur en a seulement dit la teneur en gros?

3°. Si ledit Duret ne leur a pas dit des choses tendantes à faire chasser de l'Université quelque suppost de ladite Nation?

4°. Si pour les obliger à signer ladite Requête, il ne leur a pas présenté un libel, portant pour titre, le Recueil de plusieurs conclusions?

5°. S'ils ont leu ledit libel, & s'ils le croient estre utile au bien de ladite Nation ou au contraire, scandaleux & difamatoire?



6°. S'ils ont signé ladite Requête, & s'ils veulent persévérer dans ladite signature, ou s'en desister & déporter?

7°. S'ils ne reconnoissent pas bien que cette manière d'agir furtivement & clandestinement est séditieuse & tendente à faire grande division dans ladite Nation & dans tout le corps de l'Université?

8°. Qui sont ceux qui ont signé ladite Requête. Pasquier hon. nat. Procurator.

Les supplians, S I R E, ne sont point surpris qu'une ame aussi esclave dudit du Boulay, qu'est ledit Pasquier, (jusques à convoquer & tenir dans sa chambre les assemblées de toute la Nation, comme il fit encore le Jeudy trentiesme du mois de Juillet dernier à une heure apres midy) ait eu la lâcheté de se laisser corrompre au point de demander qu'on informast d'une Requête qu'on vouloit presenter à Vostre Majesté, comme d'une sedition, & d'une action contraire aux bonnes mœurs: mais que Maistre Pierre Langlet Syndic de l'Université, & que Vostre Majesté a depuis peu favorisé d'une Chaire de Rhethorique en son College Royal, n'ait pas empêché lescdites informations en ladite qualité de Syndic, que le Sieur de Moussy de Roncée Recteur, qui a au moins quelque naissance, ait osé informer de ce fait, comme d'un crime, d'un scandale, & d'une sedition, qu'il n'ait pas eu assez de discernement pour connoistre qu'il n'y a pas de voye au monde plus juste & plus équitable que d'avoir recours au centre de la Justice, que d'implorer celle de Vostre Majesté, & luy demander des Commissaires, qui participans à vos lumieres & à vostre équité, sont de veritables protecteurs des affligez: C'est S I R E, ce que les supplians n'ont jamais pû encore concevoir: mais c'est aussi ce qui leur fait bien connoistre combien ils sont redevables à vostre protection toute Royale, de les avoir tiré par son Arrest des mains desdits du Boulay, Pasquier, Langlet, & de Moussy, qui avoient fait party de les perdre, & de les chasser tous honteusement



ment de l'Université, comme des seditieux & des perturbateurs du repos public, ainsi que ledit du Boulay a déjà fait faire plusieurs fois à des personnes qui avoient les mesmes intentions que les supplians.

Mais comme Vostre Majesté ordonne deux choses par ledit Arrest, la premiere, Que les Commissaires par Elle nommez connoistront de tous les abus de ladite Nation. La seconde, Qu'ils connoistront de tous les procez qui sont entre les Supposts de ladite Nation, lesquels produiront dans la quinzaine. Les supplians pour obeir de point en point aux ordres de Vostre Majesté, diviseront la presente Requeste en deux parties.

La premiere contiendra leurs demandes sur les abus que ledit Duret a decouvert dans son livre du Censeur, qui ne commence qu'en l'année 1661.

La seconde, Les instances & les procez dont ils ont pû recouvrer les pieces.

La premiere demande des supplians, tend à ce qu'il plaise à Vostre Majesté, Ordonner que ledit Cesar Egasse du Boulay sera contraint par saisie & vente de ses biens, & emprisonnement de sa personne, de mettre incessamment es mains de Remy Duret, Censeur de ladite Nation, sur son recepissé, le livre de la recepte & de la dépense des Messageries de ladite Nation, lequel est entre ses mains, en qualité de Receveur desdites Messageries, avec le livre du Censeur qui finit environ l'année 1660, où commence celui qui est aujourd'huy entre les mains dudit Duret, & que Maistre Antoine Gely, cy-devant Questeur de ladite Nation, & qui n'a pas encore rendu ses comptes, sera contraint par les mesmes voyes, de communiquer aussi audit Duret le livre de la Questure, & cela seulement pour quinze jours.

La raison de cette demande, est que les supplians ayans entrepris par ordre & sous la protection de Vostre Majesté, de faire corriger tous les abus & desordres de ladite Nation, & de luy faire restituer tout ce que ledit du Boulay & autres, luy ont pris: Il paroist bien juste, &



bien raisonnable, qu'on leur donne communication des livres où se peuvent voir lesdits abus, & dissipations de bien. Ce qui oblige lesdits supplians de supplier tres-humblement Vostre Majesté, de croire que les desordres qu'ils vont luy représenter, ne sont que la moindre partie de ceux qu'on decouvrira dans lesdits livres, aussi ont-ils tous esté decouverts par ledit Duret dans le dernier livre du Censeur, qui ne commence qu'en 1661, & dans un Extrait qu'on a presté audit Duret, & qui a esté fait en 1670. de quelques endroits du dernier livre du Questeur, dans lequel il faut qu'il y ait bien des choses que ledit du Boulay craigne extremement estre veuës par ledit Duret, puis qu'il ne veut point qu'on rende les comptes, pendant qu'il est Censeur, quoy que les statuts de ladite Nation homologuez en la Cour, Ordonnent expressement qu'on les rendra tous les ans tout au plus tard dans le huitiesme Fevrier, ainsi qu'il sera cy-apres observé & prouvé.

La seconde demande des supplians tend à ce qu'il plaise à Vostre Majesté Ordonner que ledit Cesar Egasse du Boulay sera chassé & exclus de l'Université de Paris, & par conséquent de ladite Nation de France.

Les raisons de ladite demande sont,

1<sup>o</sup>. Que ledit Cesar du Boulay est intru dans ladite Université, n'y ayant jamais fait aucunes estudes, & s'il y a esté aggregé (ce qu'on ne croit pas) il est tres-constant que ce n'a esté que sur de fausses attestations d'estudes de dix années, dans l'Université de Poictiers, & lesquelles portent en termes formels, que ledit Cesar Egasse du Boulay a estudié & demeuré dix ans entiers & plus, dans l'Université de Poictiers, sans aucune fraude ny interruption, à sçavoir depuis le premier Mars 1628, jusques au 10 Novembre 1638.

*Residendo in ipsâ, ibidemque studendo, per decennium integrum & ultra sine fraude & intermissione temporis, incipiendo prædictum studium à die primâ mensis Martii 1628. & continuando usque ad decimam mensis Novembris 1638.*



Or que ce titre soit surpris, & le plus faux qui ait jamais esté, outre le témoignage de quantité de personnes qui ont veu ledit du Boulay tenir pension à la Flèche en 1634. & 1635. Sa Tonsure & ses Ordres de quatre Mineures, de Soudiaconat, Diaconat & Prestre pris en la Ville du Mans en 1629. en 1635. en Fevrier & Septembre 1638. Il n'en faut point d'autre preuve que l'original d'une Lettre dudit du Boulay, écrite de sa propre main, au Recteur & à l'Université de Poitiers, le second Novembre 1661. & dans laquelle il demeure d'accord, que des dix années portées par lesdites Lettres, il en a demeuré trois à Clisson, village éloigné environ de dix lieues de Poitiers, où il estoit Precepteur des enfans du Seigneur, & dans laquelle il ajoute que ç'a esté sur lesdites Lettres, de dix années d'études continuelles à Poitiers, qu'il a esté aggregé dans l'Université de Paris.

*Cum olim apud vos Philosophicis rebus & Theologicis incumbere &c. missus sum Clissonium ad dicendam Philosophiam, &c. & inde reversus post triennium anno scilicet 1638. &c. tandem Parisios veni, ubi munitus litteris quas à vobis obtinueram, in gremium hujus almae Universitatis cooptatus sum, &c. postulo à vobis ut publicâ authoritate vestrà consignatum velitis, quid sit quamobrem hujusmodi litteras decennalis studii detis aliquando alumni vestris, &c.*

Après cette Lettre, de laquelle l'original est attaché à la presente Requête sous la lettre C. les supplians ne croient pas necessaire de remarquer à Vostre Majesté, qu'il est si constant que ce Titre, l'unique fondement de l'aggregation dudit du Boulay en l'Université de Paris, est tres-faux; qu'ayant voulu s'en servir pour obtenir la Cure Dancines Diocese du Mans, en l'année 1659. comme il le marque dans ladite Lettre; Il luy fut contesté par Maistre Estienne Carré, lequel s'estant inscript en faux contre lesdites attestations, & ayant prouvé qu'ès années 1634. & 1635. ledit du Boulay demouroit à la Flèche, & à Rennes en la rue appelée la Rue basse, chez un Advocat, où il tenoit en pension plusieurs enfans, & particulièrement ceux du nom-



mé Chantoniére Gentil'homme du païs , emporta ladite Cure sur ledit du Boulay.

20. Les faussetez surprenantes & punissables que ledit du Boulay a commises dans l'exercice de la Charge de Greffier de l'Université de Paris , & lesquelles seules Vostre Majesté jugera meriter , que ledit du Boulay en fust honteusement chassé , quand mesme il n'y seroit pas intru , ce que les supplians croient avoir fait voir clairement à Vostre Majesté.

La premiere que Vostre Majesté jugera sans doute ne pouvoir estre commise que par un homme entierement indigne d'une Charge publique , consiste en ce que ledit du Boulay en la qualité de Greffier de ladite Université , ayant expédié des Lettres de Graduez le cinquième Octobre 1662. remplies seulement de *IOANNEM LVDOVICVM DE LA MARCHE , PRESBYTERVM DIOECESIS LINGONIENSIS IN ARTIBVS MAGISTRVM*. Iceluy Jean de la Marche pretendait obtenir la Cure de saint Prix de Ville-manoche, en vertu de ses Degrez , & voyant que ses Lettres estoient nulles pour n'y avoir pas fait inserer le Canoniat alla trois ans après ; c'est à dire le septième Juillet 1665. corrompre ledit du Boulay , par priere , argent , ou autrement , & luy fit inserer ces mots entre ligne sur lescrites Lettres , *CANONICATVM POSSIDENTEM IN ECCLESIA SANCTI PETRI DE MVSSO EIVSDEM DIOECESIS ANNVI REDITVS SEXAGINTA CIRCITER LIBELLARVM*. Ainsi que ledit du Boulay en demeura d'accord sur la sommation que luy en fit faire par Virot Huissier , le neuvième du mesme mois de Juillet , Jean le Barbier pretendait à ladite Cure avec ledit Loüis de la Marche.

Vostre Majesté jugera assez que ledit du Boulay se defend mal de cette fausseté , en disant qu'il estoit pour lors nouveau dans la Charge de Greffier , & qu'il n'en sçavoit pas bien le style. Car outre qu'il ne s'agit point icy du style , c'est que la fausseté n'est pas faite en 1662. lors qu'il n'estoit Greffier que depuis un an ; mais seulement le 7. Juillet 1665. qu'il



qu'il en faisoit la Charge il y avoit quatre ans.

L'original de la sommation & aveu dudit du Boulay, est attaché à la presente Requête, sous la lettre D.

La seconde & qui paroist la plus criminelle aux supplians, à cause de l'injure qu'elle fait à l'équité & à la justice de vos Ordonnances, consiste en ce que le vingt-sept Juin 1671. ledit du Boulay avec quelques particuliers de la Nation ses adherans, n'ayans pas voulu recevoir dans ladite Nation, Maistre Olivier Parent Bachelier en Theologie, quoy qu'il eust toutes les qualitez necessaires; Et ledit Parent ayant appellé de ce refus au tribunal du Recteur & des trois autres Nations de la Faculté des Arts, & ayant obtenu une Sentence par laquelle il fut dit & prononcé publiquement, qu'il seroit receu dans ladite Nation. Ledit Cesar du Boulay pour se venger dudit Recteur & desdites Nations, & rendre odieuse leur Sentence, qui cassoit le refus que luy-mesme avoit fait dans la Nation, mit dans ladite Sentence, que ledit Recteur & lesdites Nations avoient ordonné que ledit Parent seroit receu dans ladite Nation, **NON-OBSTANT ET SANS AVOIR EGARD A VOS ORDONNANCES ET AUX STATUTS DE LADITE NATION.**

Et de crainte que ledit Recteur en visant ladite Sentence, ne s'apperceut de cette supposition criminelle, ledit du Boulay en qualité de Greffier l'expedia ainsi, & la delivra sans l'avoir fait voir ny viser audit Recteur. L'original de cette Sentence expediee & signee par ledit du Boulay, a esté depose chez Vincent Notaire au Chastelet de Paris, le 13. Aoust 1671. & la grosse expediee par ledit Notaire, est attachée à la preséte Requête sous la lettre E. en voici les termes.

*Deliberatione super his habitâ. Gallicana Natio statutis regiis & suis, auctoritatem deferri voluit: Picardica nihil retulit: Normantica & Germanica professorem admiserunt cum profitebitur; NEC SECUS ALTERVM NONOBSTANTIBVS STATVTIS ADMITTENDVM CENSVERVNT ET CVM IIS CONCLVSIT D. RECTOR.*

La Faculté des Arts, SIRE, qui n'a jamais eu que des



sentimens de respect & de veneration pour toutes vos Loix & Ordonnances, se trouva si sensiblement offensée de l'injure que luy faisoit ledit du Boulay, en luy imposant de les avoir meprisées, & d'avoir prononcé dans une assemblée publique & generale, que, **NONOBTANT LESDITES ORDONNANCES, ET SANS Y AVOIR AUCUN EGARD**, ledit Parent seroit receu dans ladite Nation de France, que le quatorzième Aoust de la mesme année, dans une assemblée generale tenuë au mesme lieu, elle ordonne **NONOBTANT ET SANS AVOIR EGARD AUX PRETENDVES REMONTRANCES ET EXCUSES DUDIT DU BOVLAY**, que lesdits mots seroient rayez & biffez, & qu'on mettroit à leur place; Nonobstant l'opposition du Censeur de ladite Nation de France: L'original de cette seconde Sentence est joint à la presente Requête, sous la lettre F. voicy ce qu'elle porte.

*Placuit Nationibus super eâ re consultis, prædicta verba expungi, & reponi ista, non obstante intercessione Censoris Gallicanæ Nationis.*

Les supplians, **SIRE**, ne conçoivent pas comme ledit du Boulay pretend s'excuser devant Vostre Majesté, aux lumieres de laquelle rien n'échape, En disant que c'estoit la mesme chose de mettre dans ladite Sentence: **NONOBTANT ET SANS AVOIR EGARD A VOS ORDONNANCES.** Ou bien, **NONOBTANT ET SANS AVOIR EGARD A L'OPPOSITION DU CENSEUR DE LA NATION DE FRANCE**, attendu que ledit Censeur soutenoit que son opposition estoit fondée sur vos Ordonnances.

En effet, rien ne paroît si grossier & si miserable que cette excuse; il n'y a pas un homme qui demande quelque chose en Justice, ou qui se deffende de la donner, qui ne soutienne qu'il est fondé sur vos Ordonnances, ou sur les Arrests de vos Cours Souveraines; & cependant depuis qu'il y a des procez au monde, voici le premier dans lequel un Greffier a eu la temerité de signer & délivrer une Sentence sans la faire viser au Juge, & laquelle portast qu'on avoit



ordonné quelque chose, **NONOBTANT ET SANS AVOIR EGARD AVX ORDONNANCES DU ROY.**

La difference de ces deux expressions paroistra fort claire à Vostre Majesté, s'il luy plaist faire reflexion qu'il n'y a jamais eu d'heretiques, qui ne pretendissent appuyer leurs erreurs sur les saintes Escritures, & cependant il est certain que lors que l'Eglise les a condamnez, **NONOBTANT TOUT CE QU'ILS ALLEGOIENT**, Elle s'est bien gardée de mettre dans ses definitions, qu'elle les condamnoit **NONOBTANT ET SANS AVOIR ESGARD AUX SAINTES ESCRITURES.**

Que si l'injure que ledit du Boulay a voulu faire en cette rencontre à Vostre Majesté & à toute la Faculté des Arts, est tres-singuliere & tres-surprenante, elle est aussi l'effet d'une passion tout-à-fait emportée, & que ledit du Boulay fait paroistre par tout, pour empescher que les Bacheliers en Theologie ne soient receux dans la Nation de France.

C'est cette mesme passion, qui luy a fait encore commettre une autre fausseté dans ladite Sentence, en y mettant que la Nation de France avoit opiné pour la conservation de son jugement, quoi que ladite Nation n'ait pas seulement deliberé de cette affaire, & n'ait pû en deliberer, puis qu'elle estoit partie contre ledit Parent, qui appelloit du jugement par lequel ladite Nation, ou pour mieux dire, ledit du Boulay & ses partisans l'avoient refusé.

La troisieme consiste en ce que, Nicolas Philbert, Bachelier en Theologie de la Maison & Societé de Sorbonne, & Professeur de Philosophie au College de Mont-aigu, natif du Diocese de Verdun, ayant présenté sa Requeste à la Faculté des Arts le vingt-deux Novembre 1674, à ce qu'il fust **RECEU DANS LA NATION DE FRANCE**, ainsi que l'avoit esté autrefois



Anthoine Philbert son frere, natif du mesme lieu & Bachelier de la mesme Societé.

*Nicolaus Philbert, &c. Postulat sibi per vos Nationem Gallicanam pro suo jure concedi.*

Ledit du Boulay, qui avoit entre ses mains ladite Requête, & qui vouloit rejeter ledit Philbert dans la Nation d'Allemagne, & oster par consequent à tout le Diocèze de Verdun, l'honneur & l'avantage d'estre les sujets naturels de Vostre Majesté, escrivit dans la Sentence qui intervint le vingt-sept du mesme mois, qu'on avoit leu la Requête dudit Philbert par laquelle il demandoit d'estre receu **DANS LA NATION DE FRANCE, OU DANS LA NATION D'ALLEMAGNE.**

*Lectus est libellus supplex M. Nicolai Philbert Philosophiæ Professoris in Monte-acuto postulantis, quod jampridem postulavit, ALTERVTRAM NATIONEM GALLICANAM AVT GERMANICAM SIBI ASSIGNARI.*

Vostre Majesté jugera tres-assurement, que ledit du Boulay se deffend fort mal de cette fausseté, en disant que cette Sentence est visée du Recteur, & qu'ainsi ce n'est plus son fait : puisque ladite fausseté estant commise dans le VEU & exposé de ladite Sentence. Ledit Recteur en se reposant de la verité dudit exposé, sur ledit du Boulay Greffier, n'a fait que ce que font tous les jours tous les Juges du monde, quoy qu'il ait eu le malheur de n'avoir pas un Greffier fidel. Lesdites Requête & Sentence ont esté déposées chez Doyen Notaire au Chastelet le vingt-cinq Novembre 1675, & coppie de l'expédition delivrée par ledit Doyen, est attachée à la presente Requête sous la lettre G.

La quatriesme consiste en ce que ledit Philbert ayant enfin obtenu le trente-un Decembre de la mesme année une Sentence du Recteur & des Deputez pour son affaire, par laquelle il fut ordonné qu'il seroit receu dans  
ladite



ladite Nation de France , & jouïroit de tous les droicts , A COMPTER DU JOUR QU'IL AVOIT COMMENCE' DE REGENTER ; ledit du Boulay écrivit qu'il jouïroit de tous lefdits droicts , A COMMENCER DU JOUR QU'IL EN DEVOIT JOUIR ; rendant par cette fausseté, ladite Sentence inutile audit Philbert , sujette à interpretation & à un nouveau Procez, apres cinq années entieres qu'il avoit fait courir ledit Philbert.

*Deliberatum est hoc pacto, ut prædictus Philbert in Nationem Gallicanam adsciscatur, ejusque juribus omnibus gaudeat à die quo gaudere debet.*

Il est si constant que c'estoit là une fausseté, que ledit Recteur & les Deputez l'ont signé au bas de ladite Sentence, & qu'au lieu de ces mots il falloit , A COMPTER DU JOUR QU'IL A COMMENCE' DE REGENTER.

*Inseri debet in conclusione postremorum comitiorum, quæ est de re domini Philbert, hæc formula. A DIE QVA DOCERE COEPIT. Sic ait Rector die Januarii 4°. 1675. TAVERNIER. LE BEGVE, fidel. nat. procurator. TVLLOV, Procurator Ven. Nat. NOEL. TOVRR AINE, Decanus Nat. Norm. & ROVILLARD.*

C'est mal se disculper de cette fausseté aud. du Boulay , de dire que c'estoit la mesme chose de mettre *A DIE QVA GAUDBRE DEBET* ; ou bien *A DIE QVA DOCE-RE CEPIT* ; puis qu'il y a un droit, dont les Regens ne jouïssent que deux ans apres qu'ils ont commencé de regenter : car outre que la premiere de ces expressions est obscure & ambiguë , la seconde fort claire & fort nette ; outre que la premiere faisoit le sujet d'un nouveau procez , & que la derniere en terminoit un qui duroit il y avoit plus de cinq ans ; Il est sans difficulté qu'encor que les Regens de Philosophie de la Nation de France ne touchent rien des revenus des Messageries , qu'apres leur premier Cours , ils jouïssent des autres droicts dès le premier jour de leur Regence.

Ladite Sentence avec la correction mise au bas, a esté déposée chez ledit Doyen Notaire , & l'expédition est attra-



chee à la presente Requête, dans le mesme cahier que les Sentences precedentes, sous la lettre G. Ces faussetez ont esté remarquées par ledit Duret Censeur, dans les pages 23. 24. 25. 26. 77. & 78. de son Recueil.

3°. Les supplians demandent que ledit du Boulay soit chassé de ladite Nation de France & de l'Université de Paris, à cause des concussions qu'il y a faites de plus de cinquante mil livres, outre ce qu'on découvrira dans le livre du Questeur, & dans celuy du revenu des Messageries, lesquels les supplians demandent leur estre communiquez.

Lesdites concussions seront expliquees en particulier dans les autres demandes des supplians.

4°. A cause de tous les desordres & abus que ledit du Boulay a introduit dans ladite Nation au prejudice de vos Ordonnances, & des Rois predecesseurs de Vostre Majesté, des Statuts de ladite Nation, & de tous les Arrests du Parlement de Paris, lesquels abus seront ezpliquez dans la suite des demandes des supplians.

La troisiéme demande des supplians tend à ce qu'il plaise à Vostre Majesté condamner ledit Cesar du Boulay de rendre & restituer à mil ou onze cents personnes la somme de cinq ou six mil livres qu'il a injustement exigees d'elles, lors qu'elles se sont presentees au degré de Maistre és Arts, depuis 1660. jusques au 9. Aoust 1662. & depuis le 9. Aoust 1664. jusques au 10. Decembre 1672.

Toutes les raisons de cette demande s'expliquent par le seul recit des faits, dont les preuves sont attachées à la presente Requête.

Le 16. Octobre 1659. la Nation de France assemblée aux Mathurins, ordonna qu'on tireroit du livre du Censeur les principales conclusions, & qu'on les feroit imprimer; ledit du Boulay toujours plus officieux, se chargea de ce soin, avec quelques autres particuliers de ses bons amis, ainsi qu'on le lit dans les conclusions qui tiennent lieu de Preface aux nouveaux Statuts de ladite Nation, imprimez l'annee 1661. chez Pierre Variquet rue S. Jacques, & attachez à la presente Requête sous la lettre H.



L'annee 1660. ledit du Boulay sans aucun ordre ou priere de l'Université, de la Nation de France, ou d'aucun autre corps de ladite Université, entreprit de son propre mouvement de composer l'Histoire de ladite Université.

Cette mesme annee luy & les autres Deputez ses bons amis meslerent parmy lescdites conclusions anciennes de la Nation de France, un nouvel article, qui porte que pour contribuer par ladite Nation de France, aux frais de la composition de l'Histoire de l'Université, le Questeur prendroit un écu de tous les Ecoliers qui se presenteroient pour estre receus Maistres és Arts, & deux de ceux qui seroient Nobles ou Beneficiers. C'est à present l'art. dixième du chap. 4. desdits Statuts, où on le lit en la page 12. en ces termes.

*Vt autem habeat Natio, unde Historia Vniuersitatis componenda sumptibus sufficiat, Quæstor hoc nomine à singulis artium candidatis tres libellas, à nobilibus & beneficiariis sex accipiro.*

A peine cela avoit-il ainsi plû audit du Boulay & aux autres deputez, que sans attendre la confirmation desdits Statuts par la Nation, & homologation en la Cour de Parlement, ledit du Boulay fit lever lescdites sommes par les Questeurs de ladite Nation qui les luy donnerent, ainsi qu'il paroist par un extraict qu'on a presté aux supplians de quelques choses du livre du Questeur, jusques à l'année 1670. lequel extraict marque qu'on trouvera les sommes levees par lescdits Questeurs, & donnees audit du Boulay, dans les fueillets 302. & 308. dudit livre dudit Questeur.

Le 9. Aoust 1662. lescdits Statuts furent portez à la Cour pour y estre homologuez, laquelle considerant l'importance qu'il y avoit de mettre ainsi un impost sur tous vos Sujets, qui aspireroient au degré de Maistre és Arts dans ladite Nation de France, laquelle comprend presque tout vostre Royaume, & que c'estoit en exclure ceux qui n'auroient pas le moyen de le payer; determina cette permission à deux ans seulement, comme il paroist par l'Arrest d'homologation desdits Statuts, duquel copie est jointe ausdits Sta-



tuts, attachez à la presente Requête sous la lettre H. Voicy les termes.

La Cour a homologué & homologue lefdits Statuts, dont la teneur ensuit. *Statuta honorandæ nationis*, &c. En ajoutant au dixième art. dudit Chapitre concernant l'Histoire de l'Université, ces mots, *PER BIENNIVM TANTVM*.

Les Questeurs ne manquerent pas de lever lefdits droits pendant lefdites deux années, à quoy les Supplians ne trouvent rien autre chose à redire, sinon que ledit du Boulay leur faisoit prendre trois escus des Ecoliers qui estoient nobles & beneficiers, ainsi qu'il a toujours fait dans la suite, quoy que son statut mesme ne parlast que de deux.

Ces deux ans estans expirez au neuf Aoust 1664, ledit du Boulay ne laissa pas de continuer de faire lever lefdites sommes, & le vingt-quatre Mars de l'année suivante 1665, Maître Rungette Censeur de ladite Nation de France, ayant proposé dans une assemblée tenuë dès les sept heures du matin par ledit du Boulay & quelques-uns de ses meilleurs amis, s'ils vouloiët qu'on continuast cette exaction sur les Ecoliers, ils respondirent qu'ils vouloient qu'on la continuast (SOUS LE BON PLAISIR DE LA COUR) & qu'ils vouloient encore qu'on donnast du bien de la Nation, une somme d'argent audit du Boulay, laquelle somme ils laisserent au choix dudit du Boulay, du Procureur, & des autres Doyens ses meilleurs amis. Voicy les termes de ladite conclusion, dont l'Extrait tiré du livre du Censeur est attaché à la presente Requête sous la lettre I.

*Eadem die hora septima matutinâ in publicis hon. nationis comitiis apud Mathurinenses habitis, &c. Ego etiam Censor postulavi utrum hon. Natio vellet, adhuc in posterum exigi tres libellas à singulis candidatis pro Historiæ Vniuersitatis confectiōe, an vero eam exactionem suppressi & abrogari? de quibus postquam deliberatum est in singulis tribubus placuit, &c. Ut non solum exigantur tres libellæ à singulis candi-*



*candidatis, SVB TAMEN BENEPLACITO PAR-  
LAMENTI, sed etiam aliqua summa pecuniæ extrahatur  
ex arario Nationis: quoad quantitatem summæ, commisit  
prudentiæ D. D. Procuratoris & Decanorum.*

Il n'en fallut pas d'avantage audit du Boulay pour faire continuer cette exaction depuis ledit jour vingt-quatre Mars 1665, jusques a la fin de l'année 1672, que quelques particuliers de la Nation s'estans plaints au Procureur General de Vostre Majesté de cette concussion si visible, que ledit du Boulay faisoit sur vos sujets, au mépris formel de l'Arrest du Parlement qui n'avoit permis d'exiger ces sommes que pendant deux ans, iceluy du Boulay fut enfin contraint de la cesser, ou du moins de témoigner dans une assemblée de ladite Nation tenue le dix-neuf Decembre 1672, qu'il vouloit qu'on la cassast.

Mais V.M. est tres-humblement suppliée d'observer que tres-peu de temps apres, ledit du Boulay fit chasser de la Nation les particuliers qui avoient porté lescdites plaintes à vostre Procureur General, & que la plupart n'y sont rentrez, qu'apres avoir esté obligez de faire une tres-grande despense, & d'essuyer plus de deux ans de procédures & de chicannes au Parlement, pour faire casser les Sentences de leur exclusion.

Voicy l'Acte par lequel il paroît qu'il declarast qu'il ne vouloit plus que les Questeurs exigeassent rien des Eco-liers pour raison de son histoire, & que ce fut à l'occasion des plaintes, qui en avoient esté faites.

*Anno Domini 1672, die 19 Decembris horâ post meridiem primâ, habitis comitiis in Scholis hon. Nationis Gallicanæ exposuit M. Cesar du Boulay, decanus tribus turon. Scriba & Historiographus Vniuersitatis, absolutum jam esse sextum volumen Historiæ ejusdem Vniuersitatis, perductumque ad annum 1600, quod initio propositum fuerat, itaque jam cessare causam exigendarum trium libellarum à singulis candidatis magisterij artium, atque idcirco ne illi impropereetur, & ut obstruatur os maleuolis & obtrectatoribus, postulante ipso ve-*



*tuit Natio ne deinceps Historiæ Vniuersitatis nomine exigatur quidquam à suis Quæstoribus quod hætenus sub beneplacito curiæ fieri voluerat, &c. Et ita à Domino Procuratore conclusum.*

Cet Acte est attaché à la presente Request sous la lettre K.

Voila donc douze ans entiers, c'est-à-dire depuis 1660, jusques au dix-neuf Decembre 1672, qu'on a levé, un, deux, ou trois escus sur chacun des Ecoliers qui se sont presentez pour estre receus Maistres és Arts dans la Nation de France.

Les supplians, SIRE, ne se plaignent point des deux années pendant lesquelles la Cour l'a permis: car quoy que toute l'Université qui est composée des quatre facultez, de Theologie, droit Canon, Medecine, & faculté des Arts; ny ladite faculté des Arts, qui contient outre la Nation de France, les Nations de Picardie, Normandie & Allemagne, n'ait jamais voulu donner un double pour ladite Histoire, ny souffrir qu'on levast aucune chose sur leurs Candidats, neanmoins la Cour ayant permis que pendant deux ans les Questeurs de ladite Nation de France leveroient un ou deux escus sur chacun desdits Candidats de la Maistrise és Arts, les supplians ne peuvent se resoudre à s'en plaindre.

Mais ils demandent justice à Vostre Majesté pour les deux années qui ont precedé ladite permission de la Cour, & pour les huit, apres ladite permission expirée: Ils representent tres-humblement à Vostre Majesté, que ces sommes estans deniers publics; n'ont pû estre exigez sans vostre permission ou de vos Magistrats, & bien moins contre la deffense expresse de vostre Parlement portee par ces paroles de l'Arrest d'homologation, *PER BIENNIVM TANTVM*. Ils supplient tres-humblement Vostre Majesté d'ordonner que toutes ces sommes seront restituees par ledit du Boulay, à toutes les personnes sur lesquelles elles ont esté levees, & qui se trouveront en-



core à Paris, & que le reste sera donné à l'Hostel Dieu de ladite ville de Paris ou employé à tel autre usage pieux qu'il plaira à Vostre Majesté ordonner.

Car pour ce que respond ledit du Boulay, que c'est la Nation qui l'a ainsi ordonné **SOUS LE BON PLAISIR DE LA COUR.**

C'est de cela mesme que les supplians se plaignent, en remontrant tres-humblement à Vostre Majesté que c'estoit bien audit du Boulay & à ses creatures se mocquer de la Cour, d'ordonner sans sa participation, que **SOUS SON BON PLAISIR** on continueroit de lever des sommes sur le public, que cette mesme Cour, avoit si expressement deffendu de lever plus de deux ans.

Ledit du Boulay respond encore qu'au mois de May 1672, la Nation de France ( ou pour mieux dire ) luy, sous le nom de la Nation ) presenta Requête à la Cour pour avoir permission de continuer ladite exaction, & que sur icelle, intervint Arrest le douze du mesme mois, & ordonna qu'on mettroit au Greffe de la Cour un memoire de l'argent receu desdits Ecoliers.

Mais Vostre Majesté connoistra facilement que c'est là la condamnation dudit du Boulay, si Elle veut avoir la bonté de faire reflexion, 1°. Que ledit du Boulay n'a demandé ladite permission à la Cour, de continuer ladite exaction que huit ans apres que le temps porté par l'Arrest de ladite Cour estoit expiré. 2°. Que ladite Cour par ledit Arrest n'a ny approuvé la continuation de ladite exaction faite pendant huit ans, ny permis de la continuer un seul moment. 3°. Que si ledit Arrest a ordonné qu'on mettroit au Greffe l'estat de l'argent receu desdits Ecoliers, & des frais faits pour ladite Histoire, C'est que ledit du Boulay luy avoit fait entendre par ladite Requête, que ladite Nation s'estoit obligee & engagee à tous les frais de la composition & impression de ladite Histoire; Ce qui est neanmoins tres-faux, sauf le respect deu à Vostre Majesté. 4°. Que ladite Requête présentée ainsi au nom de toute la Nation, est une autre fauf-



seté dudit du Boulay, n'y ayant jamais eu aucune conclusion de ladite Nation qui parlast seulement d'en presenter. Cet article a esté decouvert par ledit Duret Censeur, & rapporté dans les pages dix & onzième de son Recueil.

La quatrième demande des supplians tend à ce qu'il plaise à Vostre Majesté condamner ledit du Boulay de restituer la somme de dix-huit cent, ou deux mil livres, à trois ou quatre cents personnes sur lesquelles il l'a exigée depuis le 8. Janvier 1674. jusques à pareil jour 1675. ou fait exiger depuis ce jour jusqu'à present, lors qu'elles se sont presentees à la Maistrise des Arts.

Les raisons de cette demande sont contenuës dans le fait. lequel paroistra à Vostre Majesté la plus hardie concussion dont il ait encore esté parlé dans vostre Royaume, ny dans aucun autre.

Les supplians viennent d'observer à Vostre Majesté, que le 19. Decembre 1672. ledit du Boulay declara enfin dans une assemblée generale de la Nation de France tenue aux Mathurins, qu'il ne vouloit plus que les Questeurs exigeassent des Ecoliers qui se presentoient pour estre receus Maîtres es Arts, les sommes qu'il avoit toujors fait lever depuis le 9. Aoust 1664. auquel jour la Cour par Arrest contradictoire avoit déterminé le temps de les lever ; & cela en disant que cette exaction ne se feroit que **SOUS LE BON PLAISIR DE LA COUR.**

Les mesmes supplians representent encore à Vostre Majesté, que ces sommes ne se levant plus, les droicts que les Ecoliers devoient payer aux Questeurs, ne montoient qu'à 9. livres 10. sols, à scavoir 6. livres pour les Bedeaux, 20. s. pour une Messe, 20. sols pour le Procureur, & 30. s. pour le Questeur ; en doublant neanmoins ces deux derniers droicts pour les Ecoliers qui sont Nobles ou Beneficiers, & les triplant pour ceux qui sont l'un & l'autre, avec 30. sols que payent en particulier les Ecoliers de la Tribu & Archevêché de Sens.

Cela ainsi supposé, SIRE, Vostre Majesté connoist évidemment



demment qu'en exceptant lesdits 30. sols qui ne se payent que par les Ecoliers de la Tribu de Sens, les droits que les Ecoliers simples doivent payer au Questeur de la Nation de France, outre les bourses, ne montent qu'à 9. l. 10. sols, les Nobles ou Beneficiers à 12. les Nobles & Beneficiers à 14. livres 10. sols.

Cependant Vostre Majesté fera surprise d'apprendre que ledit du Boulay s'estant fait eslire Questeur de ladite Nation de France le 8. Janvier 1674. fit imprimer une feüille à laquelle il donna pour titre, *DECRETVM HONORANDÆ NATIONIS GALLICANÆ*, & dans laquelle il mit, que suivant ce qui avoit esté arresté par les Deputez de la Faculté des Arts, chez le Recteur de l'Université au College des Cholets, le 26. Fevrier, dans l'assemblée generale de la Nation de France, tenuë aux Mathurins le 10. Octobre 1673. & dans plusieurs autres assemblées des deputez de la mesme Nation, les droits que les Candidats simples devoient payer au Questeur, outre les bourses, montoient à 12. livres 10. sols, & à proportion des Nobles ou Beneficiers. Voicy les propres termes tirez de ladite feüille, laquelle est jointe à la presente Requête, sous la lettre L.

## DECRETUM

### Honorandæ Nationis Gallicanæ.

*IVXTA id, quod in comitiis deputatorum facultatis artium apud ampl. Rectorem in Cholethæo die 26. Februarii. Item in generalibus hon. nationis apud Mathurinenses die decima Octobris 1673. & in pluribus ejusdem deputatorum conuentibus decretum est ut sequitur.*

*Pro omnibus juribus nationis, officiariorum, & bidellorum, à singulis candidatis simplicibus ut vocant, ne fraus ulli fiat 12. libras cum 10. assibus, à nobilibus & beneficiariis solitâ proportionem servatâ quæstor exigito præter bursas. ab orn. proc. æstimatas.*



Ledit du Boulay a exigé tous ces droits pendant toute l'année 1674. qu'il a esté Questeur, Maistre Antoine Gely auquel il donna ladite fueille pour Tarif, lors qu'il luy succeda à la Questure, l'a imité pendant toute l'année 1675. & Louïs Charton Regent de cinquième au Plessis, & maintenant Questeur, exige encor aujourd'huy tous lesdits droits, nonobstant toutes les oppositions de Remy Duret Censeur de ladite Nation, lequel a decouvert cette fourberie, qui exclud du degré de Maistre és Arts, & par consequent de tous les autres, dont celuy-là est la porte, tous les pauvres Ecoliers qui n'ont pas le moyen de payer tous ces droits, & tous les autres qu'il faut payer pour estre receu Maistre és Arts dans ladite Nation, & les rend de suite incapables, quelques habiles qu'ils soient, de posseder les Benefices à charges d'ames qui tombent sous les degrez, & lesquels viennent par ce moyen entre les mains des ignorans qui ont pu trouver de l'argent pour lesdits degrez, & cela au tres-grand prejudice du Clergé de France & de tout l'Estat.

Mais les supplians, SIRE, laissent à vostre sagesse si esclaيرة & si penetrante, à juger de la consequence de cet impost, pour prendre la liberté de luy représenter la temerité que ledit du Boulay a eu de l'imposer ainsi à vos sujets.

1<sup>o</sup>. Parce qu'ils viennent d'observer à Vostre Majesté, que lesdits droits, outre les Bourses, ne montent qu'à neuf livres dix sols, & ledit du Boulay a mis douze livres 10 sols.

2<sup>o</sup>. Parce qu'après avoir ainsi mis, que lesdits droits desdits Candidats simples montent à douze livres dix sols. Il ajoute *A PROPORTION DES NOBLES ET BENEFICIERS, A NOBILIBVS ET BENEFICIARIIS SOLITA PROPORTIONE SERVATA*. Ce qui signifie que cette somme double, ou triple, pour l'une ou lesdites deux qualitez, & qu'ainsi il faut prendre vingt-cinq livres d'un Noble ou Beneficier, & trente-sept livres dix sols de celuy qui est l'un & l'autre; Ce qu'on ne doute point qu'il n'ait souvent pratiqué, d'autant plus que le Questeur de ladite Nation ne donne aucun receu desdits droits: &



cependant il est tres-constant qu'il n'y a que cinquante sols, (sçavoir vingt sols pour le Procureur, & trente sols pour le Questeur) qui doublent ou triplent pour lesdites qualitez; Apres quoy il faut que ledit du Boulay ait eu bien de la temerité d'aller mettre dans ladite fueille, qu'on avoit ainsi fixé lesdits droits, afin qu'on ne peust point tromper lesdits Escoliers, *NE FRAVS VLLI FIAT*, puisque c'est assurément la plus haute & la plus hardie concussion & fourberie qui ait jamais esté.

30. Parce qu'il a cité pour preuve, dans ladite fueille, une assemblée de deputez chez le Recteur le 26. Fevrier, & une assemblée de la Nation aux Mathurins le 10. Octobre 1673. & cependant ladite conclusion de la Nation, ny aucune autre n'en dit pas un mot; & quoy que dans ladite conclusion du 10. Octobre 1673. & dans celle du 27. du mesme mois, toutes les choses que les deputez de la Faculté des Arts assemblez chez le Recteur, avoient trouvées à propos de faire, ayent esté approuvées par ladite Nation; bien loin qu'il y soit marqué que lesdits droits montent à douze livres dix sols, il n'en est pas fait la moindre mention directement ny indirectement, ainsi qu'il paroist par l'extrait desdites deux conclusions, attaché à la presente Requête, sous la lettre M.

Il est vray que ledit du Boulay se vante que dans l'assemblée des deputez de la Faculté des Arts chez le Recteur, le 26. Fevrier 1673. lesdits deputez trouverent à propos que quand on entreprendroit le procez contre les petits Ecoles, dont le nombre dans les Faux-bourgs de Paris rend deserts la plupart des Colleges de l'Université, il faudroit faire prendre par les Questeurs des quatre Nations de ladite Faculté des Arts, un écu de chaque Echolier qui se presenteroit pour estre receu Maistre és Arts, & qu'en qualité de Greffier de l'Université, il l'a ainsi écrit dans le resultat de l'assemblée des deputez, lequel il garde par devers luy.

Mais il est tres surprenant comment ledit du Boulay peut pretendre par là se disculper de la concussion de laquelle les supplians se plaignent en faveur du public.



On verra lors que ledit du Boulay communiquera l'original de ce resultat, si cecy n'y est point écrit en entre-ligne & apres coup, aussi bien que la qualité de Chanoine, du nommé Louïs le Barbier duquel il a esté parlé cy-dessus; Mais comme cela n'est point necessaire pour détruire entierement le fondement dudit du Boulay;

Les supplians, SIRE, supplient tres-humblement Vostre Majesté de faire reflexion: En premier lieu, que lesdits deputez de la Faculté des Arts, non plus que ceux de toutes les Compagnies du monde, n'ont aucun autre pouvoir, que de chercher & examiner entr'eux les moyens les plus propres pour faire reüssir les affaires de leurs Corps, & d'en fournir un ou plusieurs sentimens; Ce qui n'a aucune force ny vigueur, qu'il n'ait esté approuvé par le Corps, & cela est si veritable, que les moindres choses que lesdits deputez avoient trouuees à propos dans l'assemblée du 26. Fevrier & dans d'autres, n'ont jamais esté executees par ladite Faculté des Arts, qu'elles n'ayent esté derechef proposees, examinees, & ratifiees par ladite Faculté dans ses assemblees generales, ainsi qu'il paroît par les extraits des deux conclusions susdites des assemblees du 10. & 27. Octobre 1673. dans lesquelles on voit approuvé & ratifié tout ce que lesdits deputez avoient trouvé à propos, sans qu'il y soit fait la moindre mention desdits droits.

En second lieu qu'au dire mesme dudit du Boulay, on ne devoit lever cet argent, qu'au temps qu'on plaideroit pour empescher lesdites petites Ecolles, & pour subvenir aux frais dudit Procez: & cependant, quoy qu'on ne plaide point encore, & que le premier Exploit ne soit pas donné, ledit du Boulay a exigé cet argent des le huitiesme Janvier 1674 qu'il a esté Questeur, & a fait imprimer une feüille qui confond ledit impost sous le nom des droits qu'il faut payer à la Nation & aux Officiers, & par consequent comme une chose qui ne doit jamais avoir de fin; Aussi Antoine Gely n'a-t'il pas manqué de suivre ladite feüille l'année 1675, & Louis Charton l'a suit encore aujourd'huy trop exactement, & mesme avec quelque



33

quelque espece de dureté, à l'esgard des pauvres Ecoliers qui n'ont pas moyen de payer ledit impost.

En troisieme lieu, qu'il est si veritable, que le pretendu fondement de concussion est le plus faux du monde, qu'encore que ledit du Boulay die que cette resolution a esté prise chez le Recteur par les deputez de toute la Faculté des Arts, & qu'elle portoit que les Questeurs des quatre Nations de ladite Faculté prendroient un escu de chaque Ecolier, il est de notorieté publique, que jamais les Questeurs des Nations de Picardie, Normandie, & Allemagne, n'ont seulement pensé à prendre aucune chose des Ecoliers de leurs Nations. Apres quoy les supplians ne peuvent s'empescher de dire encore une fois à Vostre Majesté, qu'on ne trouvera point dans l'histoire aucun exemple d'une semblable concussion, à laquelle ils ne doutent point d'attribuer tous les maux de l'Université, entre lesquels les petites escolles ne sont pas le moindre; puis qu'elles luy ostent l'instruction de la jeunesse, pour la confier à des gens, qui n'ont le plus souvent rien moins, que les qualitez necessaires pour cela.

En quatriesme lieu, que le pretendu avis desdits deputez ne parloit que d'un escu de chaque Candidat, & cependant lesdits du Boulay, Gely & Charton, en ont toujours pris deux des Nobles ou Beneficiers, & trois de ceux qui estoient l'un & l'autre, ainsi qu'il paroist par une infinité de tesmoignages par escrit, que lesdits escoliers ont donnez audit Duret Censeur, & que les supplians ne produisent pas icy, parce que la chose est trop constante, trop averée, & trop publique, ledit impost se levant encore presentement.

Enfin, que quand le procez contre les petites escolles seroit commencé, il ne faut pas tant d'argent pour presenter une Requête à Vostre Majesté, afin d'avoir des Commisaires & faire juger cette affaire, qu'il soit necessaire pour cela de mettre un nouvel impost, sur tous les escoliers qui voudroient estre receus Maistres es Arts, & le confondre sous le nom de droits deus à la Nation, & aux Officiers,



dans une feüille imprimee servant de Tarif, & qui alloit bien-toft faire une prescription : mais c'est-là l'esprit dudit du Boulay, l'homme le plus avide du bien d'autrui, & le plus hardy à le prendre, ainsi qu'il ne paroist que trop par ce fait, que les supplians esperent que Vostre Majesté ne laissera pas impuny. Il a esté decouvert & soutenu veritable en tous ces points par Remy Duret Censeur de ladite Nation dans les pages 62, 63, 64, 65 & 66, de son Recueil, attaché à la presente Requête sous la lettre A, & voicy coppie d'un Acte, dont l'Original est attaché à la presente Requête sous la lettre N, & par lequel Vostre Majesté connoistra assez que ledit Duret n'a rien oublié de ce qu'il pouvoit faire pour empescher cette concussion si hardie & si injuste, qu'on a faite sur vos sujets.

*A la Requête de Maistre Remy Duret, Prestre Licentié en Theologie de la Maison & Societé de Sorbonne, Censeur de la Nation de France fondée en l'Vniuersité de Paris, demeurant en ladite Maison de Sorbonne où il a élu son domicile.*

*Soit signifié & déclaré à Maistre Louis Charton Regent de cinquième au College du Plessis, & Questeur de ladite Nation, que ledit Duret en ladite qualité de Censeur, s'oppose à ce que ledit Charton exige aucun droit ny argent des Ecoliers qui veüillent estre recens Maistres és Arts, qu'autant de liures que leurs bourses sont taxées de sols : six francs pour les Bedeaux, vingt sols pour la Messe ou Liturgie, vingt sols pour le Procureur, & trente sols pour iceluy Questeur, en doublant ces deux derniers droits seulement, lors que les Ecoliers sont Nobles ou Beneficiers, & en les triplant lors qu'ils sont l'un & l'autre, & prenant en particulier trente sols de ceux qui sont de la tribu de Sens; luy declarant que ledit Duret portera ses plaintes à Sa Majesté, des exactions surprenantes que ledit Charton fait sur lesdits Escoliers, lesquels par impuissance d'y satisfaire, ne peuvent s'avancer dans les degrez, quelque capacité qu'ils ayent d'ailleurs : ce qui fait un tort tres-considerable au Clergé de France & à tout l'Estat : Et soit aussi ledit Charton sommé*



Et interpellé de vendre & restituer aux Ecoliers qui ont esté receus depuis le huitième Ianuier de la presente année, ce qu'il a exigé & receu d'eux au delà desdits droits, sinon proteste ledit Duret audit nom de luy faire condamner avec telle peine que Sa Majesté jugera estre due à cette concussion publique & scandaleuse, luy declarant en outre que la feuille qu'il dit suivre pour model & tarif des droits qu'il doit exiger, & qu'il assure auoir receüe de Maistres Antoine Gely, & Cesar du Boulay qui l'ont precedé dans la Questure, & qui l'ont suivie avant luy, est tres-fausse, & que la conclusion de la Nation du dix Octobre 1673, ne parle point que les droits que lesdits Ecoliers simples doiuent payer outre les bourses, montent à douze liures dix sols, & à proportion des Nobles & Beneficiers, ainsi qu'il est porté par la feuille, dont Acte.

Fait & signifié audit Maistre Louis Chartron audit College du Plessis son domicile, le Samedi quatrième Iuillet mil six cens soixante & seize, environ les six heures du matin, par moy François Cabrillon Sergent à Verge au Chastelet de Paris, demeurant rue & Montagne Sainte Geneuiefue, soubsigné, en parlant à sa personne, & ay laissé coppie de tout ce que dessus. Cabrillon. Controllé à Paris le 4. Iuillet 1676. Registre 44. folio 44. BOURGUIGNON.

Les supplians connoistront par le livre du Questeur, si ledit du Boulay s'est appliqué ce nouvel impost qu'il a tiré des Ecoliers pendant son année de questure, ou s'il en a tenu compte de quelque chose à la Nation, quoy que de maniere ou d'autre ce ne soit pas moins une concussion, à la restitution de laquelle est obligé ledit du Boulay, qui fait fort peu de distinction entre le bien de la Nation & le sien propre, tant à cause des vingt-deux mil livres qu'il dit avoir empruntees de son frere pour les maisons de la Nation, & vingt-deux mil livres de quelques personnes qui vray-semblablement luy ont presté leur nom, que parce que tous les ans ledit du Boulay ne manque jamais de pretexte, de prendre ce qui reste de huit ou dix mil livres que la Nation a de revenu, apres que la rente de l'argent cy-dessus est payee, avec les gages des Officiers, & qu'on a fourny aux frais



des procez qu'il entreprend tous les jours au nom de la Nation & qu'il multiplie en un point, que si Vostre Majesté ne l'empesche de mettre de nouveaux impôts sur les Ecoliers toutes & quantesfois qu'il entreprendra de nouveaux procez, il ne s'en trouvera plus qui y puissent suffire; & n'y ayant plus de Maistres és Arts, il n'y aura plus aussi de Bacheliers ny de Docteurs, ce qui sera la ruine entiere & inevitable de l'Université de Paris.

C'est aussi ce qui oblige les supplians de conjurer tres-humblement Vostre Majesté, non seulement d'oster ledit impôt, mais mesme de vouloir diminuer plus des trois quarts des autres droits qu'on fait payer ausdits Ecoliers, & dont quelques-uns sont six fois plus hauts qu'ils n'étoient avant que ledit du Boulay se rendist Maistre absolu de ladite Nation & de son revenu, lequel (ledit du Boulay en estant une fois chassé, & avec luy tous les procez) ne sera que trop suffisant pour donner & augmenter les gages de tous les Officiers, moyennant quoy ils ne prendront rien ou tres-peu de chose desdits Ecoliers, ainsi qu'il aura plû à vostre bonté & sagesse de l'ordonner, & dequoy il sera fait un Tarif imprimé, & qui marquera fidelement toutes choses en particulier.

Les supplians ne croyent pas devoir obmettre que ledit du Boulay a si bien reconnu qu'il n'y avoit eu aucun pouvoir de lever ces sommes, que le quatrième du mois de Juillet dernier, il fit tenir une assemblée extraordinaire de ladite Nation aux Mathurins, à laquelle il n'avoit fait appeller que ses amis, & par laquelle nonobstant toutes les oppositions de Remy Duret Censeur de ladite Nation, il fit ordonner que les Questeurs d'icelle prendroient vn écu de chacun des Maistres és Arts, pour subvenir aux frais du procez que la Faculté des Arts vouloit entreprendre contre les petites Ecoles, & contre les Professeurs de Theologie. Mais outre que ce procedé prouve évidemment que ledit droit avoit donc jusques alors esté levé sans aucun ordre, ledit Duret Censeur fit reïterer son opposition à Louis Charton Questeur de ladite Nation, par acte  
du 8.



du 8. du mesme mois de Juillet attaché à la presente Re-  
queste sous la lettre O. & duquel voicy la teneur.

*A la Requête de Maistre Remy Duret, Prestre, Licentié en  
Theologie de la Maison & Societé de Sorbonne, Censeur de la  
Nation de France fondée en l'Vniuersité de Paris, demeurant en  
ladite maison, où il a élu son domicile.*

*Soit declaré & signifié à Maistre Loüis Chartron Regent de  
cinquième au College du Plessis, & Questeur de ladite Nation,  
que ledit Duret en ladite qualité de Censeur, s'oppose comme il a  
déjà fait, à la conclusion de ladite Nation de France, de Samedi  
dernier quatrième du present mois de Iuillet, en ce que par ladite  
conclusion il est porté que pour fournir par lad. Nation de France, sa  
part des frais qu'il conuiendra estre faits par la Faculté des Arts,  
pour s'opposer à l'enregistrement des Lettres Patentes accordées  
par sa Majesté en faueur des Professeurs en Theologie des Mai-  
sons de Sorbonne & Nauarre, & pour entreprendre vn procez  
contre les petites Ecoles, il sera pris par le Questeur de ladite Na-  
tion vn escu de tous les Ecoliers qui se presenteront pour estre re-  
ceus Maistres és Arts dans ladite Nation.*

*Les raisons dudit Duret sont, outre plusieurs autres qu'il dédui-  
ra en temps & lieu.*

*1°. Que ladite assemblée a esté extraordinaire, conuquée le  
Vendredy au soir, & tenue le lendemain Samedi à sept heures du  
matin, & qu'il n'y a pas eu la huitième partie des Bacheliers de  
ladite Nation qui en ayent esté auertis.*

*2°. Que ladite Nation ne peut pas, sans l'autorité ou permis-  
sion du Roy, de Monsieur son Procureur General, & du Parle-  
ment, mettre ainsi vn impost sur les Ecoliers toutes les fois qu'elle  
aura vn procez à soutenir, autrement lesdits droicts iroient à la  
fin à l'infini, & rendroient les degrez inaccessibles à tous les  
pauvres.*

*3°. Que si cela estoit ainsi permis sans autre autorité ny for-  
malité, les Professeurs de Theologie des Maisons de Sorbonne &  
Nauarre pourroient mettre de leur costé vn autre impost sur leurs  
Ecoliers pour fournir aux frais de leur procez, de maniere que ces  
mesmes Ecoliers payeroient tous les frais de part & d'autre, ce qui  
feroit vn tres grand tort & preiudice au public.*



4°. Parce que les trois autres Nations de la Faculté des Arts, sçavoir, de Picardie, Normandie & d'Allemagne, lesquelles doivent aussi entreprendre ces deux affaires, & contribuer de leur part & portion aux frais de l'une & de l'autre, n'ont pas seulement pensé à mettre pour cela ledit impost sur leurs Ecoliers, quoy qu'elles soient beaucoup moins riches que ladite Nation de France.

5°. Parce que ces deux affaires ne regardans que les Regens de ladite Nation de France & de la Faculté des Arts, auxquels lesdites petites Ecoles font beaucoup de tort, & le privilege desquels pour les degrez, a esté aussi accordé aux Professeurs en Theologie des Maisons de Sorbonne & Nauarre, les frais qu'il conuient faire pour les soutenir, ne doiuent point estre pris desdits Ecoliers & du public, ny mesme du bien de la Nation qui est commun ausd. Professeurs & aux Bacheliers; mais seulement de celuy qui appartient aux seuls Professeurs, comme est le reuenue des Messageries: pour lesquelles causes & raisons & autres à dire en temps & lieu, il sera déclaré audit Maistre Loüis Charton Questeur, qu'en cas qu'en vertu de ladite conclusion ny aucune autre faite ou à faire à l'insceu ou absence dudit Duret Censeur, & nonobstant toutes ses oppositions, il exige aucun droit ou argent des Ecoliers sans l'autorité & permission du Roy, de Monsieur son Procureur General & du Parlement, ledit Duret se pouruoirra contre luy en son propre & priué nom, ainsi qu'il aduysera bon estre. Dont acte.

Fait & signifié audit Maistre Loüis Charton, audit College du Plessis son domicile, le huitième du mois de Iuillet mil six cents soixante & seize, par moy François Cabrillon Sergent à verge au Chastelet de Paris, demeurant rue & Montagne sainte Genevieve, soubsigné, en parlant à Theodore Pasquier portier dudit College, & luy ay laissé coppie, tane du libel cy-dessus, que de cet exploit. CABRILLON. Contronné à Paris le 8. Iuillet 1676. Registre 44. folio 67. BOURGUIGNON.

Les supplans, SIRE, ne doutent point que Vostre Majesté ne soit tres-surprise, d'apprendre que nonobstant toutes ces oppositions si bien fondees, & si bien signifiees, ledit Charton n'ait pas laissé d'exiger toujours, non seulement lesdites trois livres de chacun Ecolier, mais mesme six livres de ceux qui estoient Nobles ou Beneficiers, &



neuf livres de ceux qui estoient l'un & l'autre, ainsi qu'il paroît par les tesmoignages par escrit que tous lefdits Ecoliers en ont donnez audit Duret Censeur.

Mais afin que les supplians prouvent ce qu'ils viennent d'avancer à Vostre Majesté, que la plupart des droits que payent lefdits Ecoliers de la Nation de France, pour estre receus Maistres és Arts, sont augmentez de plus de moitié, depuis que ledit du Boulay est dans l'Université, ils sont obligez d'observer à Vostre Majesté, qu'à l'esgard des Bourses que les Ecoliers payent à ladite Nation de France, lors qu'ils y sont receus Maistres és Arts; il est certain (comme on le connoistra par le livre du Questeur) qu'avant que ledit Cesar du Boulay vinst dans ladite Nation, on ne les taxoit jamais que quatre ou cinq sols, ce qui ne faisoit que quatre ou cinq livres, encore n'en estoit-il point parlé dans les Statuts de ladite Nation, imprimez en 1630. chez Mathurin Henault, & attachez à la presente Requête sous la lettre P. de maniere que la chose dependante entierement du Procureur, il faisoit grace à tous les Ecoliers qui en avoient besoin.

Mais ledit Cesar Egasse du Boulay, député en 1659. pour revoir lefdits Statuts, mit dans le Chapitre 9. de ceux qu'il fit imprimer en 1661. & qui sont attachez à la presente Requête sous la lettre H. un article troisiéme, qui porte qu'à moins que la pauvreté d'un Ecolier ne soit publique, le Procureur ne pourra pas taxer ses bourses moins de six sols; & que pour les Ecoliers qui seront Nobles ou Beneficiers, leurs bourses ne seront jamais taxées moins de quinze sols: Ce qui fait que les Procureurs qui connivent avec ledit du Boulay (comme fait aujourd'huy Maistre François Pasquier) taxent toujours les bourses de ces premiers à dix, douze, & quinze sols, & de ces derniers à vingt-cinq ou trente sols, ce qui fait de ce seul article vingt-cinq ou trente livres.

Mais comme lefdits Statuts de 1661 sont homologuez par Arrest de 1662. les Supplians, SIRE, qui ne veüillent pas faire une demande à Vostre Majesté, qui puisse souffrir



la moindre ombre de difficulté, ne vous representent cecy que, comme estant cause que quelques-uns desdits Ecoliers pour épargner leur argent, jurent contre la verité, qu'ils ne sont ny Nobles ny Beneficiers; outre que les Supplians ne connoissent point d'autre compagnie, où l'entree coûte davantage aux Nobles & Beneficiers, qu'à ceux qui ne le sont pas.

A l'égard des droicts que lesdits Ecoliers doivent payer au Censeur, l'article six du Chapitre cinquième des Statuts de ladite Nation imprimez en 1630. porte qu'ils sont de seize sols, sans parler que les Nobles ou Beneficiers doivent payer davantage que les autres.

Et cependant l'article huitième du Chapitre trois des Statuts dressez par ledit du Boulay, porte que le Censeur prendra vingt sols de chacun Ecolier simple, quarante sols d'un Noble ou Beneficier, & trois livres de celui qui sera l'un & l'autre; ce qui ne s'observe que trop exactement, non seulement pour ledit Censeur, mais mesme pour les cinq Examineurs du petit examen, & desquels les droicts ne sont point marquez, ny dans lesdits Statuts de 1630. ny dans ceux de 1661. dans lesquels il ne se trouvera pas aussi que le Procureur doive avoir vingt sols, & le Questeur trente sols de chacun Ecolier, & encor moins, que ces deux droicts, doivent doubler ou tripler, pour les qualitez de Noble ou Beneficier; ce qui se fait neanmoins tres rigoureusement. De maniere qu'au lieu de seize sols, que les Statuts de 1630. marquent estre deus au Censeur, il prend maintenant jusques à 18 liv. pour luy & les Examineurs du petit examen; & le Procureur & le Questeur à proportion.

Il y a encor vingt sols qu'on fait payer à chacun desdits Ecoliers, & qu'on dit estre pour un droict de Liturgie; mais les supplians n'en ont jamais pû decouvrir le fondement, & n'en ont rien trouvé dans les Statuts de ladite Nation.

Or tous ces droicts ainsi doublez & triplez, rendans les Charges dans ladite Nation de France quatre fois plus lucratives que dans les autres, sont la cause des brigues & des procez qu'on y voit continuellement pour raison desdites Charges.



Le Questeur de ladite Nation prend encor de chacun desdits Ecoliers deux écus qu'il dit estre pour les deux Bedeaux, quatre francs pour le grand, & quarante sols pour le petit, outre la part qu'ils ont dans les bourses.

Mais les supplians, S I R E, remontrent tres-humblement à vostre Majesté.

1°. Que dans aucuns Statuts de ladite Nation, il n'est parlé directement ny indirectement, que lesdits Ecoliers doivent payer ladite somme, ny aucune autre, ausdits Bedeaux.

2°. Que cette somme est tres-excessive, tant par rapport ausdits Ecoliers, lesquels souvent ne la peuvent payer (avec toutes les autres fufdites sans s'incommoder beaucoup) que par rapport ausdits Bedeaux, auxquels elle fait tous les ans plus de 900 l. de rente, outre tous leurs autres droits, & toutes leurs distributions, lesquelles avec leur part des bourses, montent bien encore à pareille somme, & cependant lesdites Charges ne les occupent que tres-rarement, & pour fort peu de temps, en sorte qu'ils peuvent encor exercer toute autre vacation.

3°. Que c'est mal soutenir ledit droit, de dire que les Bedeaux des autres Nations reçoivent autant de chacun desdits Ecoliers; puis qu'il est constant que les distributions des autres Bedeaux sont beaucoup moindres, & beaucoup plus rares; outre que tous les ans il n'y a au plus que vingt ou vingt cinq Maistres es Arts dans chacune des autres Nations, & que dans celle de France il y en a ordinairement cent cinquante, & quelquefois plus.

4°. Que ledit du Boulay n'a rendu lesdites Charges de Bedeaux si lucratives, au prejudice du public & de ladite Nation, qu'afin de les pouvoir vendre, comme il a fait celle du grand Bedeau au nommé de Cierge, qui l'exerce à present, (ainsi que ledit du Boulay l'a avoué dans son interrogatoire, icy attaché sous la lettre Q, pardevant le sieur de Genniers Conseiller en vostre Cour de Parlement de Paris, le 22. May 1664. où il avoue sur l'article troisième, que ledit de Cierge a donné quelque somme pour l'impression de



son Histoire de l'Université, laquelle somme chacun assure avoir esté de quatre mille cinq cens livres) & celle de petit Bedeau au nommé Quillot la somme de deux mille deux cent livres, dont il a esté si bien convaincu, que luy-mesme en est demeuré d'accord, & a esté condamné de la luy rendre par Arrest contradictoire du Parlement du 12 Juin 1674, ainsi que les supplians le remarqueront cy-apres plus au long.

Les supplians, S I R E, se croient obligez de représenter encore à V. M. que la faculté des Arts, ayant ordonné il y a pres de trois ans, que les Professeurs en Philosophie donneroient deux fois l'année un Catalogue, cōtenant les noms de leurs Escoliers, ledit du Boulay qui les reçoit, c'est avisé cette année, de vouloir mettre son paraphe sur les attestations d'estudes desdits Ecoliers, quoy que signees de leur Professeur & Principal; & quoy que jusques à present il n'ait rien exigé desdits Ecoliers pour ledit Paraphe, & pour chercher les noms desdits Ecoliers dans les Catalogues de leurs Professeurs, il y a bien à craindre, que quand V. M. aura ordonné qu'il sera chassé, son successeur ne s'en fasse bien-tost un droit, & qui aura mesme beaucoup plus d'apparence que les precedents, à quoy Vostre Majesté peut remedier, en ordonnant que lesdits Catalogues seront mis entre les mains du Recteur, qui les consultera lors qu'un Ecolier viendra chez luy prester le serment, & prendre des lettres de Scholarité.

La cinquieme demande des supplians tend à ce qu'il plaise à Vostre Majesté condamner ledit du Boulay à rendre & restituer à ladite Nation de France la somme de sept mil cinq cens ou huit mil livres, qu'il s'est fait donner à plusieurs fois, du bien de ladite Nation, sous pretexte des presens qu'il avoit fait, ou disoit avoir fait de son livre à des personnes de qualité, & à de ces amis particuliers, mesme de la Nation de Normandie & autres, ainsi qu'on le trouvera tres-assurement dans le livre du Questeur aux feuillets 336, 338, 347, 372, 388, 415, &c.

La raison est que ladite Nation n'estoit point obligee de faire lesdits presens, & que si ledit du Boulay a voulu don-



ner ledit livre, il a dû le faire à ses despens, comme font tous les autres auteurs, outre qu'on ne trouvera pas une seule conclusion de ladite Nation, qui ordonne qu'on donnera la moindre chose audit du Boulay pour lesdits presents, ny qui approuve ou ratifie qu'on luy eust donné quelque chose. Toutes les sommes particulieres qui composent ladite somme de sept ou huit mil livres, luy ayans toujours esté donnees par quelques particuliers de ladite Nation, assemblez aux Ecolles pour entendre des comptes des Questeurs, ou pour d'autres affaires, & lesquels n'avoient aucun ordre ny pouvoir, de donner ainsi le bien de la Nation, pour faire des presents d'un livre qui avoit déjà tant coûté à ladite Nation. Cet article a esté descouvert par Remy Duret Censeur, & traité dans les pages 12, 13 & 14 de son Recueil.

La sixiesme demande des supplians tend à ce qu'il plaise à Vostre Majesté, condamner ledit Cesar Egasse du Boulay, de restituer à ladite Nation de France, la somme de deux mil liv. ou ce qu'il se trouvera avoir touché de ladite somme, laquelle quelques deputez assemblez és Ecoles de ladite Nation le vingt-trois Fevrier 1675, promirent de luy donner du bien de la Nation pour six cent volumes en blanc de son Histoire, desquels ladite Nation feroit des presens, ainsi qu'il paroît par la conclusion, qu'en dressèrent lesdits deputez, & de laquelle l'Extrait est attaché à la presente Requête sous la lettre R. moyennant quoy ledit du Boulay sera deschargé de donner lesdits volumes à ladite Nation.

La raison de cette demande est que lesdits deputez n'avoient nul pouvoir de la Nation de l'engager ainsi à donner lesdites deux mil livres audit du Boulay. que leur resultat n'a jamais esté approuvé ny ratifié par ladite Nation; que ladite Nation a si peu le moyen d'achepter pour deux mil livres de livres en blanc, & d'employer encore quatre ou cinq cens escus à les faire relier afin d'en faire des presents, que les grandes sommes que ledit du Boulay en a tirees en tant de differentes manieres, & celles qu'il a fallu



pour fournir aux procez qu'il a entrepris sous le nom de lad. Nation, l'ont obligé de retrancher depuis plus de sept ans toutes les distributions qui se faisoient aux assemblees generales de ladite Nation, & moitié de celles qui se faisoient aux Messes, quoy que les unes & les autres fussent determinees par les statuts de lad. Nation, homologuez en la Cour le 9 Aoust 1661. Il est parlé de cet article de deux mille livres dans les pages 14 & 15 du Recueil dudit Duret.

La septiesme tend à ce qu'il plaise à Vostre Majesté, condamner ledit Cesar du Boulay de rendre & restituer à ladite Nation de France, la somme de quatre cent vingt-deux livres, qui luy fut donnee par son frere & quelques autres particuliers assemblez dans la chambre du Procureur au College des Grassins le treize Janvier 1664, pour decider un article des comptes de Pierre Egasse du Boulay, lesquels lescits particuliers avoient ouys aux Ecoles de la Nation le vingt-huit Fevrier precedent. Voicy les termes de leur resultat, dont Extrait est joint à la presente Requête sous la lettre S.

*Die 13 Feb. anni 1664. Convocata sunt Comitua extraordinaria apud ornat. Procurat. in Grassineo ubi adfuerunt sapient. decani, &c. Apparuit presatum ex quaestorem Petrum du Boulay, plus accepisse & summam tandem residuam esse 1534 l. 15 s. 6 d. ex qua summâ consilio prius habito virorum grauium qui hisce comitiis aderant, in presentiâ data est Magistro Cesari Egassio du Boulay, ex-Reçtori Vniuersitatis & ejusdem scribae merit. summa 422 l. pro colligendis & transcribendis collectis & transcriptis quibusdam diplomatibus ad Historiam Vniuersitatis tum componendam, tum illustrandam, necessariis; deinde pro computis presentibus data est summa 46 l. fabro lignaro vocato Pilon, summa 150 l. D. du Chesne antiquo Profess. & decano bituric summa 60 l. D. Cossar, antiquo in artibus Magistro ob penuriam & infirmam valetudinem eadem summa 60 l. majori apparitori pro lite de priuilegiis apparitorum & Officiariorum Vniuersitatis aliisque rebus contentis in schedula quam obtulit summa 56 l. cum 10 assibus pro vacationibus iteratis presentium computerum summa 46 l.*

La



La raison de cette demande, est que lesdits particuliers n'avoient nul pouvoir, de donner ladite somme de quatre cent vingt-deux livres audit du Boulay, pour faire transcrire les actes dont il avoit besoin, pour composer son livre, que ladite Nation ne l'avoit point prié ny chargé de composer, & aux frais duquel elle ne s'estoit jamais engagée de contribuer d'un double, & pour lequel neanmoins la Cour avoit consenty que les Questeurs de ladite Nation levassent pendant deux ans un escu de chacun des Ecoliers qui seroient receus Maistres es Arts dans ladite Nation; ce qui ne s'estoit fait dans pas une des trois autres.

Les supplians demandent encore que ledit Cesar du Boulay, Pierre Egasse du Boulay son frere, & ceux qui ont fait avec eux ladite conclusion qui n'est signee que du seul Procureur, soient condamnez de restituer à la Nation, tant la somme de quarante-six livres qu'ils se partagerent entr'eux, comme s'ils avoient ouy un second compte, que toutes les autres qu'ils donnerent gratuitement à plusieurs personnes sans aucun ordre ny consentement de la Nation, laquelle ne l'a aussi jamais approuvé ny ratifié.

Leur raison est que lesdits du Boulay, & ceux qui les accompagnoient, n'estoient deputez que pour ouyr les comptes dudit Pierre du Boulay, & que par consequent, s'ils avoient des largesses à faire, se devoit estre de leur bien, & non de celuy de la Nation sans son consentement.

Les supplians pourroient adjoûter pour raison commune à ces deux demandes, que ladite assemblée tenue ainsi dans la chambre du Procureur au College des Grassins, est nulle, parce que la Nation dans une assemblée generale tenue aux Mathurins le seize Decembre 1660, (de laquelle l'Extrait est attaché à la presente Requête sous la lettre T,) avoit ordonné que toutes les assemblées particulieres du Procureur se tiendroient dans les Ecoles de la Nation.

5°. *Vt priuata Procuratoris comitia omnia deinceps in predictis Scholis haberentur.*



Cecy a esté decouvert par ledit Duret, & remarqué dans les pages 8 & 9 de son Recueil.

La huitiesme demande des supplians tend à ce qu'il plaise à Vostre Majesté, condamner ledit du Boulay à produire les pouvoirs & conclusions de ladite Nation, en vertu desquels; il a luy seul depensé la somme de cinquante & un mil, trois cens quarante-huit livres cinq sols, ainsi que l'Extrait du livre du Questeur marque qu'il est rapporté dans le feüillet 417 dudit livre; sinon, & à faute de ce, le condamner à rendre ladite somme à la Nation ou telle autre, que Vostre Majesté jugera à propos.

La raison est que ledit du Boulay n'a pû de son propre mouvement, depenser & employer ladite somme appartenante à ladite Nation; ne suffisant pas, pour se justifier, qu'il rapporte des Quittances d'ouvriers jusques à la concurrence de ladite somme, puis qu'outre qu'il n'est pas permis à tous les particuliers d'un corps, d'en depenser le bien sans ordre, il est impossible de croire que ledit du Boulay ait esté un fidel dispensateur, lors que tout dépendoit de luy seul, apres tant de dissipations & de concussions. Ledit Duret avoit déjà remarqué cet article dans la page 79 de son Recueil.

La neuviemesme tend à ce qu'il plaise à Vostre Majesté, condamner ledit Cesar du Boulay à rendre & restituer aux Professeurs de la Nation de France, la somme de 1500 liv. ou telle autre qu'il se trouvera leur avoir prise, en prenant de leurs deniers, le sol pour livre des sommes que les Nations de Picardie, Normandie, & allemagne doivent de constitution de rente annuelle aux heritiers du deffunt Sieur Desita.

La chose parle d'elle mesme, & s'explique par le seul recit du fait, lequel est si clair, que ledit du Boulay dit par tout, qu'il fera cette restitution, & cependant ne la fait point.

Les Nations de France, Picardie, Normandie, & Allemagne, doivent deux mille livres de rente aux heritiers du deffunt Sieur Desita.



Ledit du Boulay qui est Receveur des Messageries de la Nation de France, va tous les ans prendre les parts des Receveurs des trois autres Nations, & les joignant à la part de ladite Nation de France, fait cette somme totale de deux mil livres qu'il va porter ausdits heritiers.

Cela est fort bien. Mais le mal est qu'il a toujours mis lesdites trois parts dans la recepte des Messageries de France, & en a pris le sol pour livre, comme si elles faisoient partie du revenu desdites Messageries.

Remy Duret Censeur découvrit cela en assistant en ladite qualité, aux comptes que ledit du Boulay rendoit aux Professeurs de ladite Nation le 12. Mars dernier, & le mit dans la page 58. de son Recueil.

La dixième demande des supplians, tend à qu'il plaise à Vostre Majesté ordonner que Pierre Egasse du Boulay, cy-devant Regent au College de Navarre, soit chassé & exclus de ladite Nation, ou qu'il soit puny de telle autre peine qu'il plaira à Vostre Majesté.

1<sup>o</sup>. Pour avoir, en tout ce qu'il a pu, conspiré & connivé à toutes les concussions & depredations du bien de la Nation faites par led. Cesar Egasse du Boulay son frere, & rapportees cy-dessus & cy-apres.

2<sup>o</sup>. Pour avoir eu la temerité de déchirer le 40. fueillet du livre du Censeur, ainsi qu'il paroît par le procez verbal de François Cabrillon Huissier au Chastelet de Paris, qui est attaché à la presente Requête, sous la lettre V.

3<sup>o</sup>. Pour avoir osé avancer en pleine assemblée de la Nation en qualité de Censeur, & contre toute verité, le 15. Decembre 1674. que les Statuts ordonnoient qu'un Bachelier en Theologie Professeur de Philosophie, ne devoit estre receu dans la Nation de France, qu'à condition d'estre privé de suffrage actif & passif, jusques à trente ans, si apres son cours il ne continuoît pas la profession, ainsi qu'il paroît par l'extrait de la conclusion dudit jour 15. Decembre 1674. de laquelle l'extrait est attaché à la presente Requête, sous la lettre Z. Cecy est traité dans les pages 26. 27. 28. du Recueil dudit Duret.



La onzième demande des supplians, tend à ce qu'il plaise à Vostre Majesté, deffendre audit Maistre Cesar du Boulay, sous telle peine que vostre prudence jugera à propos, & à tous autres Suposts de ladite Nation, de jamais refuser un Bachelier qui se presente pour estre receu de ladite Nation, sous pretexte qu'il n'aura pas trente ans, s'il a d'ailleurs toutes les qualitez requises pour estre receu de ladite Nation, & portees par vos Ordonnances & des Roys vos predecesseurs, & par les Statuts de ladite Nation, homologuez en la Cour le 9. Aoust 1662.

Les raisons des supplians sont,

10. Que le Statut sur lequel se fonde ledit du Boulay & ses adherans, est le huitième de la reformation de la Faculté de Theologie, faite par Henry IV. d'heureuse memoire, en 1598. lequel porte.

*Nemo siue Monachus siue secularis ad Baccalaureatum admittatur nisi per annos quinque ab artium magisterio Theologiæ operam nauauerit & ætatis suæ annum tricesimum attigerit.*

L'extrait dudit Statut est joint à la presente Requête, sous la lettre Y.

20. Qu'en ce temps & jusques environ l'année 1630. les simples Maistres és Arts estoient receus dans les Nations de France & Normandie, comme ils le sont encor aujourd'huy dans celle de Picardie & d'Allemagne, ainsi qu'il paroît par l'exemple du sieur Bouvot, lequel n'estant que simple Maître és Arts fut receu dans lad. Nation environ l'année 1615.

30. Que dans ce mesme temps, & dés auparavant, le Statut cy-dessus n'estoit plus observé, les Bacheliers de Theologie estans receus à 23. ans, & apres trois années de Theologie seulement, comme il paroît par l'exemple de tous les anciens Docteurs de la Faculté de Paris.

40. ( Ce qui est tres-important, ) qu'en l'année 1662. auquel temps il est de la connoissance de tout le monde, qu'on estoit receu Bachelier en Theologie à vingt-trois ans, & apres trois années d'estude en Theologie, en vertu de plusieurs Statuts de ladite Theologie homologuez en la Cour par Lettres Patentes de Vostre Majesté, la Nation de France fit



ce fit homologuer en Parlement le 9. Aoust, des Statuts particuliers qui portent dans l'article 4. du chapitre 7. que pour estre receu dans ladite Nation, il suffit de faire voir des lettres de Maistre és Arts & de Bachelier; ou de Maistre és Arts, avec attestation de regence. Lesdits Statuts sont attachez à la presente Requête sous la lettre H. Voicy les termes de l'article cité.

*Ius ferendi suffragii in comitiis, quilibet artium professor, gymnasiarcha, si magister artium fuerit, superioris ordinis Baccalaureus cā lege habeto, ut id sibi concedi comitiis tributis postulauerit impetraritque, suæ tribus decano nomen dederit, & obsequium detulerit: ac ne quis nationi imponat, magister artium qui classi aut alteri ordini vel præfutura collegii præsit, prolatis litteris magisterii & chirographo gymnasiarchæ. BACCALAVREVS ITEM PROLATIS LITTERIS MAGISTERII ARTIVM ET BACCALAVREATVS CVM TESTIMONIO SVI DECANI ADMITTITOR CAETERI EXCLVDVNTOR.*

5°. Que conformement à ce Statut, ladite Nation de France a toujours receu les Bacheliers en Theologie, sans examiner leur âge, jusques en l'année 1668. ainsi qu'on en voit plus de cent exemples dans les livres du Censeur, & que le premier que ledit du Boulay y fit refuser, fut Maistre Jean le Tilleur, qui appella de ce refus, & sur sa Requête du sixieme Novembre 1668. jointe à celle-cy, fit ordonner par Sentence du Recteur & de toutel'Université, du 10. Novembre 1668. laquelle est icy attachee, qu'il seroit receu dans ladite Nation. Cette Requête & cette Sentence sont icy attachees sous les lettres AA.

6°. Que Maistre Rodolphe Fournier, ayant osé presenter une Requête à la Cour le 20. Novembre de la mesme année, tant sous son nom, que sous celui dudit Maistre Cesar Egasse du Boulay, & les autres Doyens, Principaux & Regens de la Nation de France; tendante à ce que ladite Sentence ne fust point executée, il en a esté deboute par Arrest contradictoire rendu avec tous les corps de l'Université, du 29. Avril 1670. dans lequel ladite Requête est



est enoncee, & apres avoir prononcé sur plusieurs Chefs: sur le surplus des Requestes, fins, & conclusions, lesdites parties sont mises hors de Cour & de procez, &c. Ladite Requeste & ledit Arrest sont attachez à la presente Requeste, sous les lettres BB.

70. Qu'au mois de May de l'annee passée 1675. sa Majesté donna des Lettres Patentes, par lesquelles elle fit homologuer en Parlement le 29. Aoust de la mesme annee, les derniers Statuts de la Faculté de Theologie, par lesquels il est expressement porté dans l'article huitiesme page troisieme, que les Bacheliers en Theologie seront receus à l'aage de vingt-deux ans, apres avoir estudié trois années. Lesdits Statuts sont attachez à la presente Requeste, sous les lettres CC.

Or apres tout cecy, on ne peut seulement s'imaginer aucune raison, sur laquelle ledit du Boulay ose entreprendre de refuser lesdits Bacheliers de Theologie dans ladite Nation de France avant trente ans, quoy qu'il ait tous les jours la hardiesse de le faire, sous pretexte qu'il n'est point de Bachelier, lequel pour estre de ladite Nation, veuille entreprendre un procez au Conseil, principalement contre ledit du Boulay, qu'on sçait estre le plus grand chicanneur qui soit au monde. Et les supplians, SIRE, osent assurer Vostre Majesté, que c'est icy une des plus grandes vexations qui se puisse commettre, où on oste un droit tres clair & tres bien estably, à des personnes de lettres, parce qu'elles aiment mieux estudier que de soutenir un procez pour en jouir.

Mais les supplians, SIRE, esperent que Vostre Majesté ayant reconnu le droit desdits Bacheliers pour estre receus avant l'âge de trente ans dans ladite Nation de France comme dans routes les autres, employera son autorité pour reprimer ceux qui oseroient les y refuser dans la suite. Cet article est traité dans les pages 74. 75. & 76. du Recueil dudit Duret.

La douzieme demande des supplians tend à ce qu'il plaise à Vostre Majesté, faire deffenses audit Cesar du



Boulay, autres Doyens & Officiers de ladite Nation, de tenir aucune preassemblée pour les eslections des Officiers, avant les assemblees generales de ladite Nation indiquées pour cela aux Mathurins, suivant la Coustume, & l'appendix premier des Statuts de ladite Nation homologuez en vostre Cour de Parlement de Paris le neuf Aoust 1662, lesquels sont joint à la presente Requête sous la lettre H. Voicy les termes dudit appendix. *Comitia Procuratoria quater quoque in anno celebrantur iisdem diebus quibus Rector eligitur, hora scilicet septima apud Mathurinenses.*

*Comitia Censoria in privilegio SS. Simonis & Iudæ apud Mathurinenses ab ampl. Rectore indicta habentur, &c.*

Cette demande paroistra aussi juste à Vostre Majesté, que le procedé dudit du Boulay, & de quelques-uns des Doyens & autres ses adherans, paroît injuste & temeraire à toutes les personnes non passionnées, & qui ne se laissent point prevenir.

Le fait est que ledit du Boulay craignant il y a six ou sept ans, qu'il n'arrivast quelque jour, qu'il ne fust pas le Maistre absolu de toutes les Eslections qui se font dans les assemblees generales de toute la Nation de France aux Mathurins, certains jours marquez pour cela par les Statuts, & qu'on ne vint à eslire un Officier qui descouvrist & fist punir toutes ses concussions, s'avisâ de se faire convoquer avec les autres Doyens & Anciens de son party aux escoles de la Nation, quelques jours avant celui de l'assemblee generale des Mathurins, & là de designer & eslire l'Officier qui devoit estre esleu aux Mathurins, pretendant que nul autre que celui qu'ils auroient choisi & esleu, ne pourroit non seulement estre esleu, mais mesme supplier pour l'estre, dans ladite assemblee generale des Mathurins, ce qu'il fit mettre dans une pretendue conclusion du 26 Octobre 1669, de laquelle Extrait est joint à la presente Requête sous les lettres DD. En voicy les termes.

*Remedium quoque ambitus admisit, ut quemadmodum à DD. Regentibus commodè & pacificè usurpari solet; Ita quicumque E Baccalaureis deinceps ad aliquod Nationis mu-*



*nus Officiumque se se promoueri postulauerint, stata die quæ à D. Procuratore indicetur, conueniant in Scolis hon. Nationis, atque apud procures in art. 2. Cap. 2. statutorum præscriptos supplicent, ut quos illi magis idoneos post Maturinam deliberationem iudicauerint, soli ad supplicandum Nationi admittantur.*

Mais tous les autres supposits de ladite Nation s'y font toujours opposez, comme il paroît par l'Acte du 7. Octobre 1672. joint à la presente Requête sous les lettres EE, & dans lequel est fait mention d'une autre opposition du vingt-six Octobre 1671. Ensemble de trois Arrests de la Cour des neuf Aoust 1662. vingt Decembre 1670, & dix-huit Fevrier 1671, lesquels deffendent lesdites preassemblées, & nonobstant lesquels ledit du Boulay les continuë toujours autant qu'il peut.

Or, les supplians croient que Vostre Majesté connoit assez combien lesdites preassemblées sont contraires ausdits Statuts de ladite Nation, & aux Ordonnances des Roys vos predecesseurs, qui l'ont establie un estat entierement democratique & populaire, ainsi que toute l'Université, de laquelle elle est partie; & cependant par lesdites preassemblées, elle deviendrait un estat dans lequel ledit du Boulay seul, avec ceux qu'il luy plairoit appeller ausdites preassemblées, & auroient droit de suffrage pour les élections aux Charges & Magistratures, lesquelles sont ordinairement les principales affaires de la Nation. En sorte que s'il estoit vray, comme le pretend ledit du Boulay, que nul autre ne püst estre esleu, ou mesme supplier pour estre esleu en une charge dans les assemblées generales de ladite Nation aux Mathurins, que celuy qui auroit esté choisi dans la preassemblee tenuë aux Escoles par le Procureur le jour qu'il luy plaist, & par ceux qu'il y veut mander, il faudroit destruire lesdites assemblees generales des Mathurins, puis qu'elles deviendroient entierement inutiles, & cependant ce sont les seules qui sont establies par l'autorité legitime des Rois predecesseurs de V. M. & par le Parlement de Paris.

Mais



Mais ce qui paroît encore plus injuste dans cette prétension dudit du Boulay, est qu'elle exclud des charges ceux qui n'auront pas esté choisis dans les preassemblies, du jour desquels, ceux qui pourroient pretendre aux Charges ne sont pas mesmes avertis, n'estant point fixé, & dependant du seul Procureur qui ne le fait sçavoir qu'à ceux qu'il luy plaist.

Enfin, il est impossible que lescdites preassemblies ne soient point une perpetuelle source d'un nombre infiny de procez, estant tres-certain que tant qu'il y aura deux eslections, une dans la preassembly par ledit du Boulay, & quelques Anciens, l'autre dans l'assembly generale de toute la Nation aux Mathurins; il y aura ordinairement deux Officiers esleus, & par consequent procez & contestation.

Les supplians, S I R E, remonstrent tres-humblement à Vostre Majesté, qu'il est si veritable, que lescdites preassemblies sont tres-injustes, & que ledit du Boulay seul en est l'auteur, qu'on ne sçait pas seulement ce que c'est dans les trois autres Nations de la faculté des Arts.

La treizième demande des supplians, tend à qu'il plaise à Vostre Majesté, condamner tous ceux de ladite Nation qui ont esté Questeurs depuis quinze ans, de rendre & restituer à ladite Nation, toutes les sommes qu'ils ont donnees sans ordre & conclusion de toute la Nation, pour des procez, aussi entrepris & intentez sans conclusion d'assembly generale de ladite Nation.

La raison de cette demande, est que cet argent n'a esté depensé que pour satisfaire la passion des particuliers qui ont chargé des Procureur sous le nom de ladite Nation, & contre lesquels particuliers lescdits Questeurs pourront avoir leur recours. Les supplians croyent que ce seul article fera de plus de dix mil escus.

La quatorzième demande des supplians, tend à ce qu'il plaise à Vostre Majesté, condamner Maistre Cesar Egasse du Boulay, Maistre Pigis ou ses heritiers, Maistre Jacquinet, Maistre Rodolphe Fournier, & Maistre Antoine



Bonenfant, de rendre & restituer à ladite Nation, moitié des sommes qu'ils se trouveront avoir touchees pour leurs distributions, depuis le sixiesme Juin 1669 jusques à present.

La raison de cette demande, est que lescdites distributions ont dû estre payees seulement aux presens, & sur le champ, dans le lieu des assemblees & Messes, suivant l'article six du Chapitre premier des Statuts homologuez en la Cour le neuf Aoust 1662, & joint à la presente Requête sous la lettre H. lequel article porte.

*Ad sedes singulorum sportulæ à quæstore deferuntor, absentium autem nulla ratio esto.*

Et que d'ailleurs, dès ledit jour 6. Juin 1669. toutes les distributions des assemblees ont esté supprimees, & moitié de celles des Messes, suivant la conclusion de ladite Nation dudit jour, de laquelle l'extrait est joint à la presente Requête, sous les lettres FF.

*Sententia fuit, donec natio fouere soluta fœnore, nullam deinceps in comitiis sportulam erogandam.*

Et cependant depuis ce temps, lescdits Doyens se sont toujours payez, ou fait payer, au bout de six mois ou d'un an, sans aucune diminution, de toutes leurs distributions, qui sont deux & quatre fois plus grosses que celles des simples tribulaires.

La quinzième demande des supplians, tend à ce qu'il plaise à Vostre Majesté faire deffense aux Doyens de ladite Nation, sous peine d'estre privez de leur Decanat, ou sous telle autre, qu'il plaira à Vostre Majesté, de plus conclure contre la pluralité des suffrages de leurs tribulaires.

L'occasion de cette demande, est l'entreprise que les Doyens de ladite Nation de France ont déjà faite plusieurs fois, de conclure pour leur advis particulier, contre celui de tous les autres; ce qui a causé un grand scandale dans toute l'Université, laquelle a toujours blâmé ce procedé.

Et leur raison est, que lescdits Doyens presidans dans lescdites tribus, & y recevans les suffrages de leurs tribulaires,



pour en former un advis dans ladite Nation, ils doivent conclure suivant la pluralité des mesmes suffrages, comme il se pratique dans toutes les Compagnies bien reglees du Royaume, & qu'il est expressement ordonné dans les Statuts particuliers de ladite Nation de France, homologuez en la Cour le 9. Aoust 1662. & joints à la presente Requête sous la lettre H. en ces mots de l'article cinquiesme du Chapitre sixiesme.

*Decanus & eo absente pro decanus, comitiis siue tribus præsto, secundum plures pronuntiato, si æqualia fuerint suffragia, utri volet parti accedito.*

La seiziesme demande des supplians, tend à ce qu'il plaise à Vostre Majesté, condamner ledit Maistre Cesar du Boulay & ceux qui se trouveront avoir vendu avec luy la Charge du petit Bedeau au nommé Jacques Quilleau Compagnon Imprimeur, formellement contre les termes propres des Statuts, homologuez en la Cour le 9. Aoust 1662. toutes les sommes qu'il a coûté à la Nation, pour le procez intenté à raison de ladite vente, & ledit Quilleau à rendre à ladite Nation, ce que l'Arrest contradictoire de la Cour du 12. Juin 1674. l'a condamné de luy rendre.

Le simple recit du fait fera connoistre à Vostre Majesté la justice de cette demande.

Les Statuts de ladite Nation homologuez en la Cour le 9. Aoust 1662. & joints à la presente Requête sous la lettre H. portent au Chapitre huitieme article trois, que tout Bedeau qui sera convaincu d'avoir achepté sa Charge, doit estre chassé dans une assemblée generale, & qu'on en doit aussi-tost mettre un autre en sa place.

*Qui apparitor, &c. officium suum pecuniâ emisse compertus fuerit, in solemnibus comitiis expungitor, eique successor protinus substituitur.*

Ces mesmes Statuts ordonnent au Chapitre 7. article 2. que les cinq Tribus de ladite Nation nommieront chacune à leur tour le 8. Janvier, le Questeur, les Chappelains, les Bedeaux, &c.

*Ius eligendi quæstorem, pontificem in sacris D. Guillelmi, Sa-*



*cellanos Clericum, & apparitores, per annuas vices singulis tribubus, postulante suo decano tributor octauâ die Ianuarii.*

L'annee 1669. la Charge de petit Bedeau de lad. Nation estant venue à vacquer par la mort de Iean de la Porte, Maître Cesar du Boulay, avec Maître Martin de la Fuye pour lors Procureur, & quelques autres Doyens, vendirent ladite Charge 2200 livres au nommé Jean Quillaut Imprimeur, & l'installèrent dans l'assemblée du 14. Aoust de la mesme annee.

La Tribu de Bourges de son costé, laquelle estoit en tour de choisir un Questeur, des Bedeaux, &c. y nomma Jacques le Marquant.

Cette derniere eslection & nomination, comme conforme aux susdits Statuts, fut confirmee par les Sentences de la Faculté des Arts des vingt-un & trente-un Aoust, & vingt-cinq Octobre de la mesme annee.

Maître Cesar du Boulay ayant appelé de ces Sentences au Parlement, sous le nom de toute la Nation, la Tribu de Bourges obtint le 17. May 1662. un Monitoire, dont copie est attachée à la presente Requête, sous les lettres GG. en vertu de l'Arrest du Parlement du six du mesme mois, afin d'avoir des preuves de ladite vente, faite par ledit du Boulay & consorts, & à la publication duquel Monitoire ils ne furent receus opposans, qu'en demeurant d'accord de ladite vente, ainsi qu'il paroist par l'Arrest de la Cour du quinze Juin de la mesme annee 1673. icy attaché sous les lettres HH. lequel porte, EN CONSEQUENCE DE LA RECONNOISSANCE FAITE PAR LESDITS PROCUREUR ET PRETENDUS DOYENS, QUE LEDIT QUILLEAU A PAYE LA SOMME DE DEUX MIL DEUX-CENT LIVRES POUR LA CHARGE DE PETIT BEDEAU DE LA NATION DE FRANCE, VACANTE PAR LE DECEDS DE MAISTRE JEAN DE LA PORTE DERNIER TITULAIRE D'ICELLE, ET POUR RAISON DE QUOY LEDIT MONITOIRE ESTOIT CAUSE, LES A RECEUS OPPOSANS, &c.



Sur ces contestations & apres plusieurs chicanes plus de  
 40 Requestes faites par ledit du Boulay , toujours sous  
 le nom & aux dépens de la Nation , est intervenu Arrest  
 contradictoire de la Cour, du 12. Juin 1674. dont coppie  
 est icy attachée sous les lettres II. & lequel casse l'eslec-  
 tion dudit Quilleau , condamne ledit du Boulay & con-  
 sorts de luy rendre ladite somme de deux mil deux-cents  
 liv. qu'ils avoient receuë de luy pour le prix de ladite char-  
 ge , & condamne aussi ledit Quilleau à rendre & restituer à  
 ladite Nation, tous les emolumens de ladite charge du petit  
 Bedeau , par luy receus depuis qu'il l'exerçoit.

Mais cet Arrest ne fut pas assez fort , pour empescher  
 qu'un mois apres, ledit du Boulay & ses consorts , pour s'e-  
 xempter de ladite restitution de deux mil deux-cents li-  
 vres audit Quilleau , à laquelle ils estoient condamnez , ne  
 luy rendissent une seconde fois ladite Charge , dans une  
 assemblée qu'ils tinrent exprez & extraordinairement le  
 vnziesme Juillet de la mesme année , ainsi qu'il est porté  
 par la conclusion de ladite assemblée , de laquelle extrait  
 est attaché à la presente Requête , sous les lettres KK.

Et ce qui surprendra encore davantage Vostre Majesté,  
 est que ledit du Boulay non content de s'estre ainsi exempté  
 de ladite restitution de deux mil deux-cents livres à la-  
 quelle il estoit condamné , & voulant encor tirer du nouvel  
 argent dudit Quilleau , luy fit quitter par ladite Nation  
 dix-sept ou dix-huit cents livres qu'il en avoit receus, pen-  
 dant le procez , & que ledit Arrest contradictoire l'avoit  
 obligé de restituer ; Cela se fit le dixiesme Octobre de la  
 mesme année 1674. par conclusion de laquelle l'extrait est  
 attaché à la presente Requête , sous les lettres LL.

Les supplians demandent donc tres-humblement à Vô-  
 tre Majesté, qu'il luy plaise condamner ledit du Boulay soli-  
 dairement , & ceux qui avoient vendu ladite Charge avec  
 luy , de restituer à ladite Nation tout ce qu'il luy a cousté  
 pour ledit procez, attendu que ledit du Boulay ne l'a fait en-  
 treprendre, ou plustost ne l'a entrepris sous le nom de la Na-  
 tion , que pour soutenir & deffendre la vente qu'il avoit



faite de ladite Charge, formellement contre les Reglemens & Statuts de cette meſme Nation : & auſſi que ledit Jacques Quilleau rende & reſtituë à la Nation tous les emolumens par luy receus, comme il eſt expreſſément parlé par ledit Arreſt contradictoire.

Les ſupplians joignent à cette demande la tres-humble priere qu'ils font à Voſtre Majeſté, à ce qu'il luy plaiſe ordonner, que dans la premiere aſſemblée generale & ordinaire, qui ſe tiendra dans ladite Nation, apres l'Arreſt que Voſtre Majeſté aura eu la bonté de rendre ſur la preſente Requeſte, ledit Jacques Quilleau y ſoit depoſé de ladite Charge de petit Bedeau, & un autre ſubſtitué à ſa place, par la Tribu qui ſe trouvera en tour, & laquelle aura le 8. Janvier precedent nommé aux Charges de Chappelain, Queſteur, &c.

Cette priere eſt fondee ſur les articles cy-devant citez des Statuts de la Nation de France, ſur l'Arreſt contradictoire de la Cour du 12. Juin 1674. lequel comme il a eſté reſenté à Voſtre Majeſté, caſſé l'eſlection dudit Quilleau, & veut qu'il ſoit procedé à nouvelle eſlection, conformément aux Statuts, deſquels il ordonne l'execution, & leſquels comme il a eſté dit cy-deſſus, veüillent que tout Bedeau qui ſera convaincu d'avoir achepté ſa Charge, ſoit auſſi-toſt chaſſé, & qu'un autre ſoit mis en ſa place, & enfin ſur l'Arreſt de voſtre Conſeil du 16. May 1676. qui ordonne l'execution dudit Arreſt de la Cour, & duquel copie eſt jointe à la preſente Requeſte, ſous les lettres MM.

Toute cette affaire a eſté découverte par Remy Duret Cenſeur, & rapportee dans les pages 16. 17. 18 & 19. de ſon Recueil, icy attaché ſous la lettre A.

La dix-septieſme demande des ſupplians, tend à ce qu'il plaiſe à Voſtre Majeſté, condamner ledit Ceſar du Boulay, Rodolphe Fournier, & leurs conſors, de rendre & reſtituer à ladite Nation de France le prix & valeur des bois procedans de l'abatis des maiſons de ladite Nation, deſquels bois ledit du Boulay & conſors s'eſtoient emparez, & à la reſtitution deſquels ils ont eſté condamnez par Sentence con-



tradictoire du Chastelet , le 16. May 1669. & à laquelle neanmoins ils n'ont point satisfait.

La raison de cette demande , qui se trouvera de plus de mil escus, paroît assez par le seul recit du fait , & par ladite Sentence icy attachee sous les lettres NN.

La dix-huitiesme demande des supplians , tend à ce qu'il plaise à Vostre Majesté, faire deffenses au Procureur de la Nation, & à tous ceux qui le feront dans la suite, sous peine de nullité, & de respondre en leurs propres & privez noms, de tous les dommages & interests de ladite Nation; de traiter aucune affaire de consequence, & qui excède la somme de cinquante livres, dans les assemblees particulieres qu'ils convoquent quelquefois dans les Ecoles de la Nation; mais de les remettre toutes aux assemblees generales de ladite Nation, si elles ne pressent point, sinon de convoquer une assemblee generale exprés, au lieu ordinaire & accoustumé des Mathurins, & d'en faire advertir generalement tous les supposts de lad. Nation. Comme aussi d'ordonner que ce qui sera fait dans lesdites assemblees particulieres, sera proposé & ratifié dans la prochaine assemblee generale suivante, sinon qu'il ne sera d'aucune autorité.

La raison de cette demande , consiste, en ce que les supplians viennent de prendre la liberté de remonter à Vostre Majesté, que ladite Nation est un estat entierement populaire & democratique, & que par consequent toute l'autorité est dans tout le corps, & non dans les seuls Officiers & Doyens.

La dix-neufviesme demande des supplians, tend à ce qu'il plaise à Vostre Majesté interpreter l'article deux du Chapitre deux des Statuts de lad. Nation, lequel porte.

*Quod si de ambitu apparuerit, aut tumultus ortus fuerit, jus eligendi Procuratorem, ad dominum Procuratorem, viros Procuratorios, decanos, & duos in singulis tribubus, antiquiores transfertor; id autem totum in electione Censorum, Quaestorum & examinerum observator.*

Ledit Cesar du Boulay, qui a toujours apprehendé de rencontrer quelque Officier qui decouvrist tout l'argent



qu'il avoit pris à la Nation, & l'obligeast à le restituer, pretend que dès qu'il arrive la moindre contestation dans une eslection, le droit deslire luy est devolu, aux autres Doyens & à ceux qu'il a fait passer dans les Charges, & pour cela ne manque jamais de faire grand bruit par luy & par ces ses fauteurs, dès qu'il voit la moindre apparence qu'un autre que celui qu'il desire, ne soit esleu.

Les supplians croient au contraire, que cet article se doit entendre, quand il arrive du bruit, & que ceux auxquels l'eslection appartient, ne pouvans s'accorder, concluent à la pluralité des suffrages de s'en rapporter aux Officiers & Doyens nommez dans ledit article.

Leur raison est qu'autrement ladite Nation deviendroit un estat Aristocratique, dans lequel toutes les eslections dependroient de ces Officiers anciens, qui n'auroient qu'à faire du bruit, pour en acquerir le droit, & en frustrer tous les autres supposts de ladite Nation. Cecy a déjà esté observé dans la page trente-septiesme du Recueil dudit Duret.

La vingtiesme demande des supplians, tend à ce qu'il plaise à Vostre Majesté, ordonner qu'on n'aura aucun esgard à la pretendue conclusion du huit Janvier 1674, attachée à la presente Requête sous les lettres O O, & par laquelle il est porté, que toutes choses pareilles, on preferera les plus anciens Bacheliers aux plus jeunes, pour les Charges & Magistratures de ladite Nation.

*Irrenocabiliter inter dominos Baccalaureos servari oportere, jus antiquitatis secundum receptionem in Natione, cæteris paribus.*

Les raisons de cette demande des supplians, sont,  
1°. Que ladite conclusion est nulle, pour n'estre signée que du seul Censeur, l'article cinquième du Chapitre troisième des Statuts de ladite Nation attachez à la presente Requête sous la lettre H. & homologuez en la Cour le neuf Aoust 1662, portant en termes formels; que toute conclusion sera nulle, laquelle ne sera pas signée du Censeur, du Procureur, & au moins de deux Doyens ou Sous-doyens.

*Decreta*



*Decreta ipsius Nationis in commentarios fideliter & perspicuè digerito, quibus à Procuratore & decanis saltem duobus, subscribi Curato. Secus nulla eorum ratio habetor.*

20. Que cette conclusion n'estant point homologuée en la Cour, ne peut prejudicier au droit naturel, que tous les tribulaires ont délire aux charges ceux d'entre les Bacheliers qui leur en paroissent les plus dignes, pourvû qu'ils ayent d'ailleurs toutes les qualitez requises par les Declarations des Roys predecesseurs de Vostre Majesté, & par les Statuts de ladite Nation homologuez en Parlement.

30. Parce que si par ces mots (TOUTES CHOSES PAREILLES) cette conclusion signifie seulemēt, qu'entre plusieurs Bacheliers, qui paroistront esgalement propres pour une Charge, on choisira le plus ancien; elle ne sert de rien, n'y ayant personne qui choisissant le plus jeune, n'asseure aussi-tost qu'il luy en paroist le plus digne: & si au contraire le sens de ladite conclusion, est qu'entre plusieurs Bacheliers, lesquels auront toutes les qualitez generalles requises par les Ordonnances des Roys & les Statuts de ladite Nation, on sera obligé de prendre le plus Ancien, elle sera tres-injuste, tant parce qu'elle détruira les eslections, que parce que si l'antiquité est un merite parmy les Regens, & qu'entr'eux le plus digne des Charges, soit celuy qui persevere le plus long-temps dans la profession, dans laquelle il se perfectionne par la longueur du temps, il n'en est pas de mesme à l'égard des Bacheliers, parmy lesquels l'antiquité ne peut passer que pour une espece de paresse ou d'ignorance, estant certain en general, que les plus habiles d'entr'eux, sont ceux qui quittent plûtoſt ce degré pour monter jusques au Doctorat; ce qui ne peut estre une raison de les postposer à deux ou trois particuliers, lesquels par incapacité ou par avidité des Charges de la Nation, demeurent toute leur vie Bacheliers, & pretendent sous ce titre specieux d'antiquité, frustrer tous les autres Bacheliers des Charges. Cecy a esté remarqué dans le Recueil dudit Duret, pages 30, 31 & 32.

Q



Les supplians, SIRE, demandent encore tres-humblement à Vostre Majesté, qu'il luy plaise ordonner que lors que dans une mesme Tribu de ladite Nation, il se trouvera beaucoup plus de Regens que de Bacheliers, ou beaucoup plus de Bacheliers que de Regens, les Charges qui s'occupent alternativement par lesdits Bacheliers & Regens, ne pourront estre deux fois occupées par un mesme Bachelier, que tous les Regens de cette Tribu ne l'ayent eüe; ny deux fois par un mesme Regent, que tous les Bacheliers de cette Tribu ne l'ayent occupée une fois.

La raison de cette demande, est qu'elle empesche qu'un Bachelier, ou un Regent, qui se trouvera seul dans une Tribu, n'ait plusieurs fois une mesme charge, au prejudice de plusieurs Bacheliers, ou Regens, qui ne l'auroient peut-estre jamais.

Les Bacheliers de ladite Nation demandent en particulier à Vostre Majesté, que si les Regens veüillent s'arrester entr'eux à ladite antiquité, pour les Charges qu'ils doivent occuper alternativement avec lesdits Bacheliers; comme il n'y aura plus pour lors d'eslection à faire, & qu'ainsi les Bacheliers seront privez du droit d'eslection qu'ils avoient avec lesdits Regens pour les Charges que ceux-cy doivent alternativement occuper: les Regens soient aussi exclus de l'eslection que feront lesdits Bacheliers de ceux d'entr'eux, qui devront occuper lesdites Charges.

Cette demande paroît si juste ausdits Bacheliers, qu'ils ne croient pas en devoir apporter d'autre raison, que celle qu'ils ont touchée en remarquant à V. M. que si lesdits Regens sont resolus de donner toujours au plus ancien la charge qui tombe dans leur alternative, il n'y aura plus d'élection à faire, & ainsi les Bacheliers seront frustrez de ce droit.

La vingt-uniesme demande des supplians, tend à ce qu'il plaise à V. M. condamner le nommé le Verrier, de rendre & restituer à ladite Nation, la somme de cinquante escus, laquelle luy a esté donnée par ledit Cesar du Boulay, le jour qu'il rendit ses comptes l'année 1675. & par les autres Doyens & Deputez pour entendre lesd. comptes,



sous pretexte que ledit le Verrier avoit sollicité les affaires de la Nation.

Les raisons des supplians sont, que lescits depurez & auditeurs de compte, n'avoient point le pouvoir de donner lescd. cinquante escus audit le Verrier du bien de la Nation, & que d'ailleurs il ne s'y trouvera aucune conclusion de ladite Nation qui charge led. le Verrier d'en solliciter les affaires. Aussi la verité est que cette somme ne luy fut ainsi donnée par ledit du Boulay, que parce que le mesme jour, & à la mesme heure, il consentit que ledit du Boulay prist deuz mil livres du bien de la Nation, pour des exemplaires en blanc, de son Histoire, ainsi que les supplians l'ont remarqué à Vostre Majesté dans la sixiesme demande de la presente Requête.

La vingt-deuxiesme demande des supplians, tend à ce qu'il plaise à Vostre Majesté, condamner Maistre Antoine Gely; cy-devant Questeur de ladite Nation, de rendre incessamment ses comptes à ladite Nation, le condamner & sa caution, à tous les dommages & interets, que ladite Nation souffre de ce grand delay.

La raison des supplians, est que ledit Gely est sorty de ladite Questure dès le huit Janvier 1676, & que l'article cinquiesme du Chapitre quatre des Statuts de ladite Nation, homologuez en la Cour par Arrest contradictoire du neuf Aoust 1662, & attachez à la presente Requête sous la lettre H. veut expressement que le Questeur de ladite Nation rende ses comptes, pour le plus tard un mois apres qu'il est sorty de Charge.

*Quæstura decedens rationes accepti, & expensi intra mensem abdicationis ad summum, in Scholis Nationis reddito.*

La vingt-troisiesme demande des supplians, tend à ce qu'il plaise à Vostre Majesté, ordonner que les distributions, que les Statuts de ladite Nation homologuez en la Cour, veüillent estre payées à tous les supposts de ladite Nation, qui assistent au service divin & aux assemblées d'icelle, leur seront payées, nonobstant la conclusion pre-



tenduë du sixiesme Juin 1669, attachée à la presente Re-  
queste sous les lettres FF. & nonobstant toutes autres  
faites, ou à faire.

*Sententia fuit, donec Natio fœnore soluta fuerit nullam  
deinceps in comitiis sportulam erogandam, &c.*

Les raisons des supplians en cette demande, sont,

1<sup>o</sup>. Que ladite conclusion est nulle, pour n'estre pas si-  
gnée du Procureur, suivant l'art. 5. du chap. 3. des Statuts  
de ladite Nation, homologuez en la Cour.

2<sup>o</sup>. Qu'elle est cause qu'il ne vient personne, outres-  
peu de monde, au service divin de ladite Nation.

3<sup>o</sup>. Qu'elle n'a esté faite par ledit Cesar du Boulay & ses  
adherans, qu'afin qu'on ne vinst plus aux assemblees de la-  
dite Nation, & qu'il pust par ce moyen s'y rendre encore  
Maistre plus absolu de toutes choses, comme il a fait parti-  
culierement depuis ledit jour 6. Juin 1669. ainsi qu'il pa-  
roit par tant de faits cy-devant rapportez.

4<sup>o</sup>. Parce que ledit du Boulay, estant une fois chassé de  
ladite Nation, & avec luy tous les procez qui coûtent tous  
les ans plus de mil escus, ladite Nation pourra sans s'incom-  
moder aucunement, payer lesdites distributions, lesquelles  
ne montent pas par chacun an à quatre cents livres, & les-  
quelles sont payees dans toutes les autres Nations, quoy  
qu'elles ayent six fois moins de revenu que celle de  
France.

La vingt-quatriesme demande des Supplians, tend à ce  
qu'il plaise à Vostre Majesté ordonner, que lors que ledit  
Cesar du Boulay sera chassé de ladite Université, il y aura  
deux Regens commis pour la recepte du revenu des Mes-  
sageries de ladite Nation de France.

La raison de cette demande, est l'article 9. du chap. 9. des  
Statuts de ladite Nation, attachez à la presente Requête  
sous la lettre H. & homologuez en la Cour le neuf Aoust  
1662. par Arrest contradictoire joint ausdits Statuts, & le-  
quel a corrigé ledit article, en ce qu'il disoit, *VNVS AVT  
DVO ELECTI PRAEFICIUNTQR.* Et a fait mettre,  
DVO



**DVO ELECTI PRAEFICIUNTOR.** Nonobstant quoy, ledit du Boulay a toujours fait seul ladite recepte.

La vingt-cinquiemesme demande des supplians, tend à ce qu'il plaise à Vostre Majesté declarer & faire connoistre sa volonté sur toutes les conclusions de ladite Nation, rapportees dans la seconde & troisiemesme partie du Recueil dudit Duret, depuis la page 41. jusques à la 57. & avoir la bonté de faire connoistre lesquelles desdites conclusions Vostre Majesté veut estre observees par les Supposits de ladite Nation.

La raison des supplians dans cette demande, est le dessein qu'ils ont d'accomplir parfaitement la volonté que Vostre Majesté leur a fait paroistre, non seulement de terminer tous les differends cy-devant arrivez dans ladite Nation; mais mesme de prevenir tous ceux qui pourroient arriver dans la suite.

C'est, SIRE, dans ce mesme esprit, d'une parfaite soumission à vos volontez, que les supplians apres avoir expose à Vostre Majesté les abus qu'ils ont pû descouvrir, par le moyen dudit Duret, vont luy faire un court detail des procez que ledit du Boulay a faits & suscitez audit Duret, & dans lesquels il l'alloit absorber, comme il a fait jusques à present, tous ceux qui ont osé luy resister, sans la protection Royale, dont Vostre Majesté a bien voulu honorer ledit Duret, en evoquant tous lesdits procez en son Conseil.

Les Statuts de la Nation de France, homologuez en la Cour le 9. Aoust 1662. & attachez à la presente Requeste sous la lettre H. portent dans l'article premier de l'appendix, page 26. que la veille de saint Simon & S. Jude, le Recteur tient une assemblée aux Mathurins pour l'eslection des Censeurs.

*Comitia Censoria in pervigilio SS. Simonis & Jude, olim apud S. Julianum, nunc apud Mathurinenses, ab amplissimo rectore indicta habentor.*

L'annee passée 1675. quelques jours avant ledit jour de veille de saint Simon & saint Jude, ledit Cesar du Boulay, avec Pierre Egasse du Boulay son frere, qui devoit sortir de



ladite Charge de Censeur, François Pasquier Procureur, & quelques autres de leur party, tinrent une preassemblée aux Ecoles de la Nation, en laquelle ils dirent qu'ils esleurent pour Censeur Maistre André Reste Prestre de la Paroisse de saint Jacques de la Boucherie.

Le 26. Octobre jour de ladite veille de saint Simon & S. Jude, la Nation de France assemblée aux Mathurins, aussi bien que les autres, esleut pour Censeur, à la pluralité & presque la totalité des suffrages de quatre des cinq Tribus qui composent ladite Nation, Remy Duret Bachelier en Theologie de la Maison & Societé de Sorbonne.

Les Doyens auxquels cette eslection ne plaisoit pas, rapporterent au Procureur, qu'à la verité ledit Duret avoit esté esleu dans leurs Tribus; mais que cependant ils concluoiert contre luy en faveur dudit Maistre Reste, esleu quelques jours auparavant dans leur preassemblée.

François Pasquier Procureur de ladite Nation, qui estoit du party, vint rapporter au sieur Recteur (entre les mains duquel les quatre Censeurs doivent prester le serment) que Maistre André Reste avoit esté esleu Censeur, surquoy toute la Nation de France s'estant rescriee que cela estoit faux, & les quatre Tribus qui avoient esleu ledit Duret, ayans fait représenter par quatre deputez audit sieur Recteur, que c'estoit ledit Duret qui avoit esté esleu Censeur, Pierre du Boulay qui sortoit de cette Charge, s'estant opposé à ce que ledit Duret prestast le serment, le Recteur par l'avis des trois autres Nations, remit le jugement de ce differend au Jeudy suivant dernier dudit mois d'Octobre, en l'assemblée generale qu'il indiqua pour cela au mesme lieu, par la Sentence dudit jour 26. Octobre.

Le mesme jour, ledit Reste fit signifier audit Duret qu'il estoit appellant de ce jugement.

Et le 28. il fit signifier la mesme chose audit Recteur, & qu'il le prendroit à partie s'il passoit outre.

Lesdits du Boulay, Pasquier, & autres Doyens, firent aussi signifier leur appel audit Recteur & aux Procureur des trois autres Nations.



Nonobstant toutes ces appellations, l'affaire estant de discipline & requerant celerité, fut jugée le Jeudy dernier Octobre, dans l'assemblée generale qui avoit esté pour cela indiquée aux Mathurins, & la Charge de Censeur fut attribuée audit Duret, lequel en presta le serment entre les mains dudit Recteur.

Pierre Egasse du Boulay dernier Censeur, n'ayant pas voulu obeir à ladite Sentence, & ayant refusé de donner audit Duret les livres & les clefs nécessaires pour exercer ladite Charge, sous pretexte que ledit André Reste luy faisoit signifier de ne point donner lesdites clefs & livres; & la Chambre des Vacations du Parlement estant finie, ledit Duret fut obligé de presenter sa Requeste au Lieutenant Civil, & de faire assigner ledit Pierre du Boulay & André Reste au Chastelet, où le huitiesme Novembre de la mesme année, il fut ordonné que ledit du Boulay seroit contraint par saisie & vente de ses biens, de donner lesdites clefs & livres audit Duret, avec condamnation de despens contre luy & contre ledit Reste.

Ledit Pierre du Boulay ne voulut point encore obeir à cette Sentence, nonobstant laquelle il eust la hardiesse d'exercer la Charge dudit Duret, & d'en recevoir les droicts qu'il retient encore aujourd'huy: Et cela jusques au 22. du mesme mois de Novembre, qu'apres s'estre laissé executer, au grand scandale de tout le College de Navarre, & de toute l'Université, & apres avoir fait faire des frais & des dépenses immenses audit Duret, comme on alloit vendre tous ses meubles, il rendit lesdits livres, dans l'un desquels l'Huissier qui le receut, dressa son procez verbal comme il y avoit le quarantiesme fueillet deschiré.

Vostre Majesté, SIRE, connoît par là, comme avant que ledit Duret entrast en possession de ladite Charge de Censeur, ledit du Boulay l'avoit obligé d'obtenir trois Sentences, & de dépenser plus d'argent qu'il n'en devoit jamais retirer de tous les emolumens de ladite Charge.

Mais ce ne sont là que de foibles commencemens des persecutions qu'ils luy ont faites, & qu'ils continuent encore aujourd'huy.



Comme ledit du Boulay avec les autres Doyens & Pasquier Procureur, avoient appelé de la Sentence du Recteur du 31. Octobre, par laquelle la Charge de Censeur avoit esté attribuee audit Duret, & que les Professeurs & Bacheliers de ladite Nation qui avoient esleu ledit Duret, intervinrent pour soutenir son eslection. La cause fut portee à la Grand'Chambre le 25. Janvier 1676. où par Arrest contradictoire il fut dit, en appointant les parties en droit sur le fond, que Duret exerceroit ladite Charge de Censeur pendant la presente annee.

Vostre Majesté, SIRE, connoît assez que cet Arrest a jugé le fond, en ordonnant que Duret jouïroit pendant la presente annee, puis qu'alors il ne demandoit pas davantage, ces sortes de Charges n'estans d'ordinaire que pour un an.

A l'égard des Professeurs & Bacheliers intervenans, ils demandoient trois choses outre la maintenue dudit Duret dans ladite Charge.

1°. Que les frais que feroient ledit du Boulay & conforrs pour attaquer l'eslection dudit Duret, si canoniquement faite par toute la Nation, confirmee par la Sentence du Recteur, & des trois autres Nations de la Faculté des Arts, & par celle du Chastelet, fussent pris de leurs propres deniers, ainsi que tous ceux auxquels ils seroient condamnez.

2°. Que deffenses fussent faites aux Doyens de plus conclure contre la pluralité des tribulaires.

3°. Que deffenses fussent faites de plus tenir de pre-assemblees.

Ils ont donné pour cela deux Requestes à la Cour, le 12. Decembre 1675. & 24. Janvier 1676. & depuis ils ont donné leurs causes & moyens d'intervention & ont produit: leur production est mesme distribuee au sieur le Cocq Conseiller en la Grand'Chambre; Mais comme l'equité de toutes leurs demandes paroît assez d'elle-mesme, lesdits Professeurs & Bacheliers intervenans, & ledit Duret intimé, se contenteront pour appuyer leurs pretenions, & la demande qu'ils font de tous leurs despens, de rapporter icy coppie de



de leursdites Requestes, de leurs causes & moyens d'intervention, & de leur inventaire de production, ajoutans seulement, que l'objection que ledit du Boulay & confors faisoient contre l'eslection dudit Duret, en disant qu'il estoit pour lors en licence, est entierement levee par l'Arrest contradictoire de vostre Conseil du 16. May 1676. attaché à la presente Requeste sous les lettres MM. & lequel declare les Bacheliers mesme en licence, capables de toutes les Charges de la Nation, outre que la conclusion, par laquelle lesdits du Boulay pretendoient mal à propos, que les Bacheliers de licence estoient exclus des Charges, excluait aussi ceux qui avoient envie de faire licence: Or comme ledit Maistre André Reste ne l'avoit pas faite, il estoit censé la vouloir faire.

Lesdites Sentences du Recteur du 26. & 31. Octobre 1675. le procez verbal de tout ce qui se passa aux Mathurins le 26. Octobre 1675. l'Arrest contradictoire de la Cour du 25. Janvier 1676. les coppies des Requestes des causes & moyens d'intervention, & de l'inventaire de production des Professeurs & Bacheliers. Ensemble la coppie des causes d'appel desdits du Boulay & autres Doyens, sont attachez ensemble & joints à la presente Requeste sous les lettres PP.

Ledit Duret vient de représenter à Vostre Majesté, qu'ayant esté esleu Censeur le 26. Octobre 1675. & confirmé par Sentence du Recteur & de la Faculté des Arts du 31. Pierre Egasse du Boulay n'ayant pas voulu luy donner les clefs & les livres necessaires pour exercer ladite Charge, il auroit esté obligé d'implorer le bras seculier, & d'obtenir par Sentence du Chastelet du 8. Novembre de la mesme année, qu'il y seroit contraint par saisie & vente de ses biens, à laquelle ledit du Boulay n'ayant point encor voulu obeir, il l'auroit obligé de l'y contraindre, & de faire pour cela plus de cent francs de frais, lesquels neanmoins, avec ceux de la taxe, ont esté reduits à soixante & sept livres huit deniers, que ledit Duret supplie tres-humblement Vostre Majesté ordonner luy estre payee par lesdits du Boulay &



Reste, ainsi qu'ils y sont condamnez par ladite Sentence & par ledit executoire; ce qui est d'autant plus juste, que lesdits frais n'ont esté faits par ledit Duret, que par l'opiniâtreté qu'a eüe ledit du Boulay à resister à toutes les Sentences, qui ordonnent que ledit Duret exerceroit ladite Charge.

La Sentence du Chastelet du 8. Novembre 1675. & ledit executoire du onzième Juillet sont attachez à la presente Requête, sous les lettres QQ.

Il a esté, SIRE, plusieurs fois observé à Vostre Majesté dans la presente Requête, que le 8. Janvier & 17. Fevrier de la presente année 1676. ladite Nation de France dans deux assemblees generales tenuës aux Mathurins, chargea Remy Duret son Censeur, de faire un Recueil des principales conclusions contenuës dans le livre du Censeur, qui estoit pour lors, & est encor à present entre ses mains, d'y remarquer diligemment tout ce qui luy sembleroit bien ou mal, au profit ou au prejudice de ladite Nation, & d'en donner un exemplaire à chacun des Supposts de ladite Nation.

Mais Vostre Majesté sera bien surprise d'apprendre, qu'apres que ledit Duret eust bien travaillé plusieurs mois, & employé plusieurs personnes pour l'ayder à composer ledit Recueil, & le rediger dans le meilleur ordre qui fut possible, & apres qu'il en eust donné des Exemplaires au Procureur de ladite Nation, & à la pluspart des autres Supposts, jusques au nombre de plus de soixante ou quatre-vingt, au lieu de la reconnoissance qu'il attendoit justement pour un ouvrage aussi penible que celuy-là, & aussi utile à toute la Nation; on luy donna coppie le vingt-six Mars dernier, d'une Requête presentee au sieur Lieutenant de Police, & par laquelle lesdits du Boulay & sept ou huit autres Supposts de lad. Nation, demandoient que led. Recueil fust supprimé & laceré, comme injurieux, calomnieux & diffamatoire, & que deffenses luy fussent faites de plus user de telle voye, sous peine de punition exemplaire.



Ledit Duret qui fut d'autant plus surpris de cela, qu'il ne voyoit dans son dit Recueil, que des conclusions tirées mot pour mot de son livre de Censeur, avec les raisons qui luy avoient fait croire quelques unes desdites conclusions, bonnes & utiles à la Nation; quelques autres mauvaises & prejudiciables, & quelques autres douteuses; ainsi que ladite Nation luy avoit expressement enjoint, en luy commandant de remarquer, ce qui luy sembleroit bon, ou mauvais; utile, ou nuisible, presenta sa Requête audit sieur Lieutenant de Police, le 28 Avril, & demanda que lesdits du Boulay & consors, marquassent les endroits dudit Recueil, dans lesquels ils pretendoient qu'il y avoit des suppositions.

Il est vray que cette Requête interdit tellement lesdits du Boulay & consors, que ne pouvans trouver un seul endroit dudit Recueil, dans lequel ledit Duret ait seulement changé une virgule: Ils luy firent signifier le deuxiesme du mois de May suivant, que pour prouver leurs pretenduës suppositions, ils employoient ledit Recueil, depuis la premiere page jusques à la derniere.

Mais ledit Duret qui ne connut que trop par là, que lesdits du Boulay & consors, ne pouvoient trouver la moindre chose à reprendre dans ledit Recueil, voulut les confondre entierement, en les faisant sommer, comme il fit le 27 du mesme mois de May, de luy marquer les endroits dans lesquels ils pretendoient qu'il y avoit des erreurs & suppositions dans ledit Recueil, & de luy donner par escrit les memoires par lesquels, ils croyoient se pouvoir disculper des choses qui paroïssent contre quelqu'un d'eux dans ledit Recueil, offrant ledit Duret, de corriger lesdites suppositions, & d'inserer lesdits memoires dans une seconde edition.

Vostre Majesté, S I R E, connoit par le procedé dudit Duret, combien il se tenoit assuré de la verité de tout ce qu'il avoit dit & rapporté dans ledit Recueil, aussi depuis cette sommation, lesdits du Boulay & consors se voyans confondus, n'ont fait aucune poursuite pour le juge-



ment de ce procez, & s'estans contentez de faire signifier le lendemain 28 May, qu'ils protestoient de nullité de la dite sommation, ils s'aviserent malicieusement le mois de Juin dernier, de faire courir un Factum Apologetique, plein de veritables calomnies & suppositions, non seulement contre ledit Duret, mais mesme contre des personnes infiniment au dessus de luy en vertu & en merite, ainsi qu'il a esté observé cy-dessus, page 7.

Ledit Duret offre encore aujourd'huy de corriger & retracter tous les faits par luy avancez dans ledit Recueil, & qu'il ne pourra prouver, & d'en faire mesme une satisfaction proportionnée à la grandeur des choses, au merite & à la qualité des personnes; mais comme ledit Recueil est fort gros, il demande qu'on luy marque les faits, qu'on pretend estre supposez & calomnieux: comme il fait à son égard, en soutenant que les faits rapportez contre luy dans les lignes 10, 11, 12, 13 & 14 de la premiere page, & dans les lignes 17, 18 & 19 de la dixième page du Factum Apologetique desdits du Boulay & consors, attaché à la presente Requête sous la lettre B, sont supposez, injurieux & calomnieux, & demandant, ou que lesdits du Boulay & consors les prouvent, ou qu'ils luy en fassent satisfaction. Apres ces offres faites il y a plus de quatre mois, & ces demandes. si justes & si raisonnables, ledit Duret espere avec confiance, que quoy qu'il arrive, Vostre Majesté condamnera lesdits du Boulay & consors, en tous ses dépens, dommages & interrests.

Les deux conclusions de la Nation du huit Janvier, & dix-sept Fevrier, par lesquelles ledit Duret Censeur à esté chargé de faire ledit recueil, la coppie de la Requête desdits du Boulay & consors à luy signifiée le 26 Mars, la coppie d'un autre Acte du vingt-un Avril, la Requête dudit Duret du 28 Avril. Coppie d'un Acte desdits du Boulay & consors du deuxiesme May. La sommation dudit Duret du 27 May, avec coppie d'une signification du lendemain, sont attachées ensemble & jointes à la presente Requête sous les lettres RR.

Ledit



Ledit Duret supplie encore tres-humblement Vostre Majesté, de vouloir condamner ladite Nation, à luy payer la somme de quatre cens livres, ou telle autre plus grande qu'il plaira à Vostre Majesté, tant pour les frais de l'impression, que pour les peines, & celles des personnes qu'il a employee pendant plus de trois mois, à la composition dudit Recueil.

Les raisons dudit Duret, sont, l'ordre qu'il a eü de ladite Nation de composer ledit Recueil, ainsi qu'il paroît, par les deux conclusions du 8 Janvier & 17 Fevrier rapportées cy-dessus, & l'utilité dudit Recueil pour ladite Nation, tant à cause de tant de restitutions qui luy en doivent revenir, que pour tous les abus qui y sont decouverts, & lesquels ont excité Vostre Majesté à commettre des Commissaires, pour les corriger, & y reestabli le bon ordre: à quoy ledit Duret pourroit adjouster, tous les frais, qu'il a esté obligé de faire en Significations, Sommations & autres Actes, pour tascher d'empêcher les exactions injustes que Maistre Louïs Charton Questeur de lad. Nation, a faites malgré ledit Duret, sur tous vos sujets, qui ont esté receus Maîtres és Arts; & les peines qu'il prend depuis dix mois entiers pour resister à tous les autres abus: & bien loin qu'il en ait eü la moindre reconnoissance, les Autheurs de tous ces desordres, non contans de luy avoir fait despendre plus de cent écus, pour soutenir les procez qu'ils luy ont faits, ont porté leur vengeance, jusques à aller trouver le Chancelier de sainte Geneviève ( lequel avoit promis son examen audit Duret, ) & luy dire que s'il luy donnoit, ils n'envoieroient jamais aucuns escoliers audit Chancelier, & romproient entierement avec luy; ce qui l'a obligé de manquer à sa parole & à sa promesse ( ainsi qu'il l'a luy-mesme tesmoigné à plusieurs personnes tres-dignes de foy, ) & a fait perdre encore pres de quatre cent livres audit duret de ce seul article, & desquelles, il espere que Vostre Majesté le recompensera, sur les amandes auxquelles ledit du Boulay sera condamné pour toutes les concus-



sions & faussetez rapportées cy-dessus, & pour celles qu'on découvrira dans les autres livres.

Mais ledit Duret, SIRE, ne doute point que Vostre Majesté ne soit tres-persuadée, qu'il ne se soit ainsi attiré la haine dudit du Boulay & de ses Partisans, qu'en s'opposant à leurs depredations, & veillant à l'observation de vos Ordonnances & des Statuts de ladite Nation.

Cela est si veritable & si constant, que ledit Duret voyant que Maistre Antoine Gely cy-devant Questeur, ne rendoit point ses comptes, quoy que par l'article cinq du Chapitre quatre des Statuts de ladite Nation, homologuez en la Cour par Arrest contradictoire, & icy attaché sous la lettre H, il deust les avoir rendus dès le huit Fevrier dernier; apres en avoir averty plusieurs fois François Pasquier, & l'avoir inutilement sollicité de faire rendre lesdits comptes, ne connoissant que trop que ledit Pasquier trahissoit la Nation; il le fit sommer par acte du onzième May dernier, de contraindre ledit Gely à rendre lesdits comptes, & que faute de ce, il respondroit à son propre & privé nom de la contravention audit art. & des dommages & intersts que la Nation souffroit de ce delay; mais ledit Pasquier qui estoit d'intelligence avec ledit Gely, & qui craignoit que ledit Duret ne connust les dissipations qu'ils avoient fait ensemble du bien de la Nation, & qu'ils se voiroient par lesdits comptes: bien loin de contraindre ledit Gely, rapporta dans l'assemblée du 23 Juin dernier, que ledit Gely ne vouloit point rendre ses comptes en presence dudit Duret Censeur, à cause qu'il estoit son ennemy, sur quoy ledit Pasquier conclud avec quelques autres dissipateurs, que lesdits comptes seroient rendus en presence du Recteur, au lieu & place dudit Duret Censeur, & en dressa luy-mesme la conclusion qu'il remplit de mil injures contre ledit Duret, & qui luy fut signifiée le seize du mois de Juillet.

Or, l'injustice de cette pretenduë conclusion, paroistra tres-évidamment à Vostre Majesté par la seule lecture de



l'article sixiesme du Chapitre quatriesme des Statuts de ladite Nation, lequel porte en termes formels que le Censeur doit estre present aux comptes.

*Audiendis expungendis que rationibus DD. Procurator, decani, aut prodecani, Censor & adjuncti seu examinatores à singulis tribubus octava die Ianuarii electi intersunt.*

Car à l'égard de ce que ledit Pasquier & Gely opposent que ledit Duret est ennemi dudit Gely, cela ne signifie rien autre chose, sinon qu'ils ont pris & dissipé ensemble le bien de la Nation, & qu'ils ne veuillent pas que cela soit connu audit Duret, lequel ne doute pas que Vostre Majesté n'ordonne que lesdits comptes seront rendus suivant l'article cy-dessus, & ne condamne ledit Pasquier en son propre & privé nom, à tous les dommages & interets que ladite Nation souffrira de ce delay, & aux paiements des sommes desquelles ledit Gely ( qui est entierement insolvable ) se trouvera reliquataire, & aux despens dudit Duret.

Ladite sommation faite audit Pasquier de la part dudit Duret le onzième May dernier, & la prétendue conclusion signifiée audit Duret le seizième Juillet aussi dernier, sont attachees à la presente Requête, sous les lettres SS.

Ledit Pasquier a fait beaucoup d'autres vexations audit Duret, & desquelles le seul & simple recit surprendra fort Vostre Majesté.

Les Statuts de ladite Nation portent expressément dans l'article cinquieme du chapitre troisieme, que le Censeur doit écrire toutes les conclusions, les rediger dans un livre qu'il a pour cela entre les mains, & les faire signer par le Procureur, & au moins par deux Doyens.

*Decreta ipsius Nationis in commentarios fideliter & perspicue digerito, quibus à Procuratore & Decanis saltem duobus subscribi curato, secus nulla eorum ratio habetor.*

Ledit Duret & ses predecesseurs en ont toujours usé ainsi avec cette difference, que la plupart des Censeurs se contentoient de faire signer les conclusions au bout de l'annee, & de les porter pour cela toutes redigees dans le livre du Censeur, au Procureur & aux Doyens : au lieu que ledit



Duret a toujours eu le soin de les écrire aussi-tost qu'elles ont esté rendues, & l'honnesteté de les envoyer écrites sur un papier volant audit Pasquier Procureur, pour voir s'il n'y avoit rien à changer avant qu'il les transcrivit dans son livre de Censeur.

Mais ledit Pasquier qui ne s'entend pas davantage à reconnoître les civilitez qu'à les rendre, a voulu usurper le droit dudit Duret Censeur, étably par l'Arrest contradictoire de la Cour, lequel a homologué l'article cy-dessus, & pretendant contre toute verité & toute equité avoir fait ordonner par ladite Nation qu'il en écriroit les conclusions au lieu & place dudit Duret, s'est meslé de vouloir écrire celle dudit jour vingt-quatriesme Mars, signifiée audit Duret le sixiesme May suivant.

Ledit Duret n'a rien à ajouter pour confondre ledit Pasquier sur cette injuste pretension, à ce qu'il a écrit dans les pages 80. & 81. de son Recueil, icy attaché sous la lettre A.

Mais il est obligé de représenter à Vostre Majesté, qu'ayant dressé à son ordinaire sur un papier volant, les conclusions rendues par ladite Nation les 23. Juin, & quatriesme Juillet dernier, & ayant fait sommer par acte du huitiesme du mesme mois de Juillet, ledit Pasquier d'en prendre communication, pour remarquer s'il y avoit quelque chose à changer, ledit Pasquier les prit pour les examiner.

Le onzieme du mesme mois, ledit Duret le fit sommer de les luy rendre, à quoy il respondit qu'il les avoit donnees à examiner à Maître Cesar Egasse du Boulay, qu'il les retireroit, & les rendroit aussi-tost audit Duret. Cette response est signee dudit Pasquier.

Mais comme il n'est pas homme à tenir sa parole, soit qu'il l'ait donnée par écrit ou autrement, il ne rendit point lesdites conclusions audit Duret, lequel se voyant pressé par une sommation de Maître Jacques Gorju Doyen de la Tribu de Paris, du vingt-tieme du mesme mois de Juillet, de luy délivrer un extrait d'une desdites conclusions, ainsi qu'il



y est expressement obligé en ladite qualité de Censeur, par l'article cinquiesme du Chapitre troisieme des Statuts de ladite Nation, respondit à cette sommation, qu'il ne pouvoit délivrer ledit extrait, n'ayant pas lescdites conclusions, & pour s'exempter des dommages & interests dudit Gorju, fit le 24. du mesme mois assigner ledit Pasquier pardevant le sieur Lieutenant Civil pour reconnoistre sa signature & promesse, & en consequence estre condamné à rendre lescdites conclusions, & à cinquante livres de dommages & interests pour le prejudice qu'il causoit audit Duret par tant de chicannes si injustes & si innoüies.

Mais ledit Pasquier qui connoissoit assez la justice de cette demande, presenta sa Requête au sieur de Moussy Recteur, & demanda que cette affaire fût traitée pardevant luy.

Le sieur Langlet Procureur Syndic ne prit point d'autres conclusions sur ladite Requête, sinon qu'il n'empêchoit que ladite assignation fust donnée *pro re Academica nihil moror.*

Cette Requête avec lescdites conclusions, fut signifiée audit Duret le 27. dudit mois de Juillet, avec assignation au Mercredy 29.

Led. Duret auroit pû soutenir que cette reconnoissance de promesse estoit de la compétence dud. Lieut. Civil.

Mais comme il ne vouloit point de procès, ny sur la forme, ny sur le fond; il se presenta à ladite assignation, & declara par écrit, qu'il consentoit que ledit Recteur connust de cette affaire, & renonçoit pour cela à l'assignation qu'il avoit fait donner au Chastelet.

C'estoit tout, & mesme, plus que lescdits Pasquier & Langlet n'avoient demandé par leurdites Requête & Conclusions.

Et cependant ( ce qui surprendra merveilleusement vostre Majesté, & ce qui a prodigieusement surpris tous ceux qui ont oüy parler de cette affaire ) ledit Duret s'estant retiré, ledit Langlet pretendit qu'ils avoient des loix, selon lesquelles ledit Duret devoit estre condamné; & conclud en ladite qualité de Procureur Syndic, à ce que ledit Duret fust jugé selon lescdites loix.



Ledit Cefar Egaffe du Boulay, avec les Sieurs Doyen, Fournier, Verier & autres de la Nation de France ( qui font tous les parties dudit Duret & pretendent qu'il a remply son recueil de leurs malversations ) ravis d'avoir trouvé vne si belle occasion , ne manquerent pas d'opiner à ce que ledit Duret fust depofé de fa charge de Censeur & chaffé de ladite Nation.

Mais les Procureurs des trois autres Nations, s'estans recriez contre cette injustice si visible & si paſſionnée ; & leſdits du Boulay & confors n'en voulans rien diminuer , ledit Duret a appris qu'il y avoit eu deux grandes heures de conteſtation, apres leſquelles leſdits du Boulay & confors , s'estans trouvez en plus grand nombre que les Procureurs , firent rendre vne Sentence, que ledit du Boulay écrivit , & par laquelle il eſt porté , que ledit Duret a encouru les peines portées par l'Arreſt du 4. Septembre 1666. & auſquelles il demeurera ſoumis juſques a ce qu'il ait fait ſatisfaction publique audit Recteur dans l'Assemblée generale de toutes les Nations aux Mathurins le 14. Aouſt ſuivant.

Ledit Duret, S I R E, ne doute point que V.M. n'ait beaucoup de peine à trouver dans tout le recit de cette affaire, quel eſtoit donc le crime énorme, par lequel il avoit merité ce chaſtiment.

Mais ledit Duret ne le ſçait pas luy meſme, & ne connoit pas davantage ce que c'eſt que le pretendu Arreſt du 4. Septembre 1666. ny ce qu'il porte.

A peine ledit Duret euſt il appris que cette Sentence eſtoit renduë, & ce quelle portoit, qu'il fit ſommer ledit du Boulay de la luy délivrer en le payant, ce qu'il ne pût obtenir que ſix jours apres, & enſuite de 4. ſomations.

Ce procedé parut ſi paſſionné , ſi injuſte & ſi violent ; que ledit Duret ne put ſ'empêcher de donner ſa Requeſte à la Cour le quatriéme dudit mois d'Aouſt, afin d'en eſtre receu appellant, & par laquelle (attendu qu'il n'eſtoit entré en poſſeſſion de ſa charge qu'un mois apres ſon élection; que pour cela l'Arreſt contradictoire de la



Cour du 25. Janvier avoit ordonné qu'il jouïroit pendant toute la presente année, que mesme depuis ledit Arrest il avoit esté troublé dans toutes les fonctions de ladite charge, comme d'écrire les conclusions, assister aux comptes, &c. ) Il demandoit de jouir encore de ladite charge l'année 1677. avec tous ses dépens.

Cette instance, S I R E, est evoquée à vostre Conseil, par l'Arrest de vostre Majesté du 12. du present mois d'Aoust, ce qui oblige ledit Duret d'y former les memes demandes, & de supplier vostre Majesté de declarer ladite Sentence dudit jour 29. Juillet dernier, injuste & tortionnaire, & condamner ledit Pasquier en tous les dépens, dommages & interets dudit Duret, mesme à luy faire reparation de ce qu'en sadite Requête présentée audit Sieur Recteur le 26. Juillet dernier, il a eu la temerité de mettre, que ledit Duret avoit esté privé d'écrire les conclusions de ladite Nation, à cause de son peu de fidelité (*propter infidelitatem M. Remigij Duret*) ce qui merite vn chastiment d'autant plus grand, que ledit Pasquier a signé luy mesme les conclusions, dans lesquelles il pretend que ledit Duret a manqué de fidelité, & doit par consequent se reconnoistre criminel, avant que d'accuser ledit Duret, lequel ne croit pas avoir besoin d'autres raisons pour établir la justice de ses demandes à cét égard.

Itaque prius de vestro delicto confiteamini necesse est, quam ullam culpam ligarii reprehendatis  
*Cicero pro ligario.*

La signification faite audit Duret le 6 May, de la pretendue conclusion du 24. Mars, dressée par ledit Pasquier: l'acte par lequel il paroît que le model des conclusions du 23. Juin & 4 Juillet a esté communiqué audit Pasquier le 8. dudit mois de Juillet: la sommation de les rendre du 11. du mesme mois, avec sa promesse: la sommation faite audit Duret de la part dudit Gorju, du 20. du mesme mois: l'assignation donnée audit Pasquier le 24. Juillet, pardevant le sieur Lieutenant Civil: l'assignation donnée audit Duret de la part dudit Pasquier, pardevant le sieur Recteur, le 27. dudit Juillet: la Sentence du Recteur du vingt-neufieme Juillet: ensemble la Requête dudit Duret presen-



sentee à la Cour le 4. du present mois d'Aoust , sont attachées à la presente Requête , sous les lettres TT.

Il reste encor audit Duret le procez criminel, que luy avoit fait ledit Pasquier, en traitant de sedition & de scandale la Requête par laquelle ledit Duret (avec un tres-grand nombre des plus considerables de ladite Nation ) avoit supplié Vostre Majesté de donner des Commissaires pour remedier aux desordres, & terminer tous les procez de ladite Nation.

Mais comme ce procedé est beaucoup plus injurieux ausd. Sieurs Commissaires qu'audit Duret, il laisse à Vostre Justice d'en ordonner telle reparation qu'elle trouvera à propos, mesme contre les Sieurs de Moussy Recteur, & Langlet Procureur Syndic, pour avoir fait & souffert lesd. informations, & lesquels avec lesdits du Boulay & Pasquier, voulans chasser de l'Université ledit Duret pour ladite Requête, se trouveroient bien surpris, si V. M. justement irritée de cette injustice & vexation , leur faisoit ressentir, la peine qu'ils preparoient audit Duret, & leur faisoit connoistre , que si vostre bonté imite la misericorde de Dieu, en pardonnant facilement aux hommes qui pechent par foiblesse ou par ignorance ; Elle imite aussi la divine justice , en punissant tres-rigoureusement, ceux de ses sujets, lesquels ( comme les Anges prevaricateurs ) ne pechent qu'avec une tres-grande connoissance & malice.

A l'égard dudit Cesar du Boulay, V: M. S I R E , connoit assez le danger qu'il y auroit de ne l'obliger qu'à la restitution des sommes qu'il se trouvera avoir prises à lad. Nation , & au public ; & que quelques Reglements que Vostre prudence puisse faire dans ladite Nation de France , il n'y aura jamais rien de si bien estably, que ledit du Boulay ne corrompe & ne renverse, s'il demeure impuny apres les choses dont il est convaincu par les pieces attachées a la presente Requête, les fins & conclusions de laquelle ledit Duret & les autres supplians, demandent leur estre adjudgées, avec depens, & ils continuëront leurs prieres pour la prosperité & santé de Vostre Majesté. *Signé PASQUIER, Adv.*

























U 8= 316



1157398292











